

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°39

Avant-Propos

DOSSIER :

COMMENT LA CHINE VOIT LA CORÉE DU NORD

1. Conseil d'ami de Pékin à Pyongyang (François Godement) 6
2. Après la tentative de lancement du satellite nord-coréen :
l'influence chinoise en échec (Antoine Bondaz) 9
3. La réforme économique ne peut réussir sans la levée
des sanctions (Nathan Beauchamp-Mustafaga) 15
4. Pékin critique le double langage de Séoul
sur les réfugiés nord-coréens (David Péneau) 20

REPÈRES

5. Appuyer le régionalisme africain pour contenir
les normes occidentales (Martina Bassan) 27
6. Économie : la réorientation de l'économie est préférable
à une relance à court terme (Agatha Kratz) 32
7. Zhou Yongkang et le Comité des affaires politiques et légales :
un homme et une institution controversés (Hugo Winckler) 37
8. Les *Chengguan*, une administration urbaine
entre police et public (Emmanuel Caron) 41
9. Une nouvelle cohorte de cadres provinciaux :
mieux formée et moins axée sur la sécurité ? (Jérôme Doyon) 46

DÉCALAGE

10. Réformer le concours national :
pourquoi est-il si difficile de limiter la discrimination dont
pâtissent les enfants de travailleurs migrants ? (Gong Cheng) 52



AVANT- PROPOS

La mort de Kim Jong-il et la dévolution du pouvoir à son plus jeune fils, Kim Jong-un, ont ouvert une ère d'incertitude dans les relations sino-coréennes. L'équilibre du pouvoir, la possibilité de réformes, le choix entre une alliance encombrante avec la Chine et une ouverture inédite, sont autant de questions posées. Celles-ci surviennent en pleine crise régionale entre Chine et Japon, impliquant également la Corée du Sud et l'allié américain. Le dossier du numéro 39 de China Analysis nous présente plusieurs visions chinoises, dans leur diversité, de l'évolution nord-coréenne et de la région.

Un premier article (François Godement) revient sur les dangers, intérieurs et extérieurs, qu'affronte le jeune dirigeant nord-coréen. Un analyste chinois critique plus ou moins ouvertement la politique extérieure chinoise : en s'enfermant dans le soutien à la Corée du Nord, en s'aliénant le Japon

dont elle a ignoré les ouvertures, la Chine a déployé un boulevard devant le « retour des États-Unis » en Asie Pacifique. D'autres analystes ne laissent pas d'autres choix à Kim Jong-un que de faire le nécessaire pour obtenir la levée des sanctions : seule l'intégration dans la globalisation permettra le succès des réformes. Mais ils justifient aussi la priorité donnée par Pyongyang à l'armée par l'attitude américaine. Ces questions sont au cœur des trois autres articles du dossier.

Antoine Bondaz revient sur l'échec du lancement du satellite nord-coréen le 13 avril 2012, et explique en quoi celui-ci peut être considéré comme un symbole à la fois de continuité et de rupture dans la politique extérieure et intérieure nord-coréenne : aggravation des tensions entre Corées, complication des relations Chine-Corée du Nord face au redéploiement américain dans la péninsule, impossible dénucléarisation de la région, etc.

Les analystes chinois semblent si désespérés ou divisés face à l'indépendance nord-coréenne que l'un d'entre eux qualifie même ce lancement raté de... succès politique.

Nathan Beauchamps-Mustafaga nous présente les tentatives de réformes passées et les perspectives futures de l'économie nord-coréenne. Il revient sur les épisodes de 2002 et de 2010, et montre les blocages qui sont survenus. Des réformes plus importantes représentent la seule voie du pays vers la stabilité politique et vers une plus grande prospérité économique. Mais les suggestions faites ressemblent étrangement aux premières avancées chinoises sous Deng Xiaoping – et avant tout à l'autorisation d'une économie parallèle à côté du système étatique.

David Péneau revient sur la question des réfugiés nord-coréens, devenue une pomme de discorde entre Séoul et Pékin. L'analyse chinoise est défensive, mais originale : Séoul exploite le sujet pour des raisons, surtout électorales, de politique intérieure, et fait preuve de duplicité. En effet, Séoul demande à Pékin une prise en charge de nombreux réfugiés (quoique la Chine n'accepte pas le terme) mais se refuserait elle-même à accueillir un nombre conséquent de réfugiés sur son propre sol. La dispute est donc artificielle.

Ce numéro 39 aborde également des sujets divers de l'actualité chinoise.

Martina Bassan revient sur la Forum Chine-Afrique de cet été, et en présente les principaux résultats. Elle explique le poids grandissant pris par l'Afrique dans la politique extérieure chinoise, et les perspectives futures de la coopération Chine-Afrique. Le soutien aux organisations régionales africaines, au besoin en partenariat avec les organisations internationales ou d'autres

partenaires tiers, doit équilibrer la pression qu'exercent les Occidentaux à travers leurs normes appliquées à la coopération internationale.

Agatha Kratz présente les chiffres économiques décevants (pour la Chine...) de cet été : le ralentissement est structurel, non conjoncturel. Relance ou réforme, tel est le débat. En effet, une baisse des taux d'intérêt profite d'abord à l'immobilier : c'est une fuite en avant, y compris pour les gouvernements locaux qui en dépendent pour leurs recettes. Pourtant, avec des facteurs internationaux défavorables, le risque existe d'une spirale de ralentissement. Assez proches des analyses du premier ministre Wen Jiabao, nos analystes préfèrent insister sur la réforme à terme et une croissance réorientée – vers des dépenses sociales, environnementales, et vers la consommation, plutôt que sur une relance à court terme.

Hugo Winkler analyse les informations et rumeurs de la presse hongkongaise concernant un sujet ultra-sensible : le rôle de Zhou Yongkang, tsar de la Sécurité chinoise, et l'avenir du Comité des affaires légales et politiques qu'il dirige. La proximité de Zhou avec Bo Xilai, sa défense de l'édifice sécuritaire contre une importante proportion du Bureau politique du Parti, qui voudrait limiter le rôle des organes de sécurité au profit de la loi, sont au cœur des enjeux du 18^e Congrès.

Emmanuel Caron présente un débat sur l'institution des *chengguan*, administration de contrôle civique en milieu urbain, et leur importance dans le contexte social tendu à la veille de la succession politique. Pourquoi les *chengguan* ont-ils si mauvaise réputation ? Quelles sont les réformes de l'institution à venir ? Comment concilier maintien de l'ordre et « société harmonieuse » ?

Jérôme Doyon recense les analyses sur les nouveaux promus à la tête des provinces, à la veille du renouvellement au sommet. Cette nouvelle génération de cadres provinciaux est légèrement plus féminine, mieux formée, et souvent originaire des régions côtières. « Parachutage » et « guazhi » (挂职, envoi de cadres dans les provinces pour qu'ils y fassent l'expérience des réalités économiques et sociales locales) se maintiennent, mais le cumul de pouvoir entre leurs mains fait plus que jamais débat. Les hommes de la sécurité semblent reculer au profit de cadres juridiques, et les journalistes accèdent à la propagande.

Enfin, Gong Cheng nous offre un article de décalage sur l'examen national chinois, le célèbre *gaokao* (高考). Celui-ci est strictement règlementé, et défavorise les enfants de travailleurs migrants qui ne peuvent passer l'examen dans leur ville de résidence. Les promesses faites au printemps 2012 d'enregistrer les enfants de migrants dans leur ville de résidence tardent à se concrétiser, sauf dans le Shandong : les habitants permanents et les familles de cadres locaux n'y voient pas leur intérêt.

**François Godement
et Agatha Kratz**

Depuis la mort de Kim Jong-il, le 17 décembre 2011, la Chine est confrontée à un renouveau de tensions dans la péninsule coréenne. Appuyant avec force une succession politique se déroulant sans heurt et faisant de Kim Jong-un le nouveau leader incontesté, la Chine a cependant à subir l'inconstance de cet allié de plus en plus imprévisible : annonçant le 29 février 2012 un accord avec les États-Unis - sans précédent depuis 1994 -, la Corée du Nord retourne sa veste quelques semaines plus tard en procédant à un essai balistique. Obtenant une importante aide alimentaire de la Chine fin décembre, la Corée du Nord capture un navire chinois mi-mai avant de relâcher l'équipage dans des circonstances humiliantes.

Comment entreprendre des projets d'intégration régionale avec le Japon et la Corée du Sud tout en soutenant leur ennemi, la Corée du Nord ? Comment déployer les deux volets de la stratégie chinoise que sont le développement économique et la stabilité régionale, pourtant

menacée par le programme nucléaire nord-coréen ? Comment apparaitre comme une nation responsable quand si peu de critiques sont émises par Pékin à l'égard de Pyongyang ?

DOSSIER :

COMMENT LA CHINE VOIT LA CORÉE DU NORD

C'est cette relation complexe qu'entretient la Chine avec la péninsule coréenne que nous explorerons dans ce dossier. Si de nombreux experts perçoivent la Chine comme une force de stabilité régionale confrontée au « retour » des États-Unis en Asie de l'Est, des voix s'élèvent, dont celle de Zhang Liangui, professeur à l'École centrale du Parti, qui critiquent ouvertement la tiédeur chinoise vis-à-vis du voisin nord-coréen. Il convient de relativiser les

relations économiques entre Pékin et Pyongyang, au regard de celles avec Séoul, et ce malgré le développement de zones économiques spéciales le long d'une frontière de 1 416 kilomètres. La Chine entend ne pas se laisser dicter sa politique lorsqu'il s'agit de gérer les réfugiés nord-coréens sur son territoire, au grand dam de la Corée du Sud s'employant à renforcer une diplomatie multilatérale innovante de puissance moyenne.

Antoine Bondaz



1. Conseils d'ami de Pékin à Pyongyang

FRANÇOIS GODEMENT

SOURCES :

- Chu Shulong¹, « La Chine et l'évolution stratégique de l'Asie du Nord-Est », *Xiandai guoji guanxi*, n° 1, 2012, p. 20-21.

- Liu Xinghua², « La situation politique de la Corée du Nord et la stratégie chinoise en Asie du Nord-Est », *Xiandai guoji guanxi*, n° 1, 2012, p. 18-20.

- Shi Yinhong³, « Pouvoir et influence de l'Amérique en Asie du Nord-Est : les effets d'aubaine », *Xiandai guoji guanxi*, n° 1, 2012, p. 10-12.

¹ Chu Shulong est professeur à la faculté d'affaires publiques de l'université Tsinghua, président de l'institut pour le développement et vice-président de l'institut de stratégie internationale de l'université. Il est également ancien chercheur au Chinese Institute of Contemporary International Relations (CICIR).

² Liu Xinghua est maître de conférence à la faculté Zhou Enlai pour d'administration publique de l'université Nankai de Tianjin.

³ Shi Yinhong est professeur à la faculté des relations internationales de l'université Renmin.

- Wu Zhicheng⁴, « Analyse rationnelle des changements récents de la situation en Asie du Nord-Est », *Xiandai guoji guanxi*, n° 1, 2012, p. 12-14.

- Liu Jianguo⁵, « Les changements de la péninsule coréenne après l'accession au pouvoir de Kim Jong-un », *Waijiao jikan*, 13 juillet 2012.

Pékin saisit l'occasion de la succession de Kim Jong-il pour rééquilibrer sa politique dans la péninsule coréenne. À en juger par ces contributions à un débat du CICIR sur la péninsule coréenne, complétées par une analyse récente de Liu Jianguo, un vétéran de cet institut qui est aujourd'hui directeur adjoint du centre de recherche international contemporain de l'université Tsinghua, les experts stratégiques adressent des messages appuyés en ce sens, et d'abord aux dirigeants nord-coréens.

Notre sélection s'appuie d'abord sur des critiques plus ou moins discrètes de la politique chinoise en Asie du Nord-Est. Discrètes, dans le cas de Chu Shulong, selon lequel la politique chinoise dans la région n'est pas exempte de défauts, mais tente de concilier la protection de la Corée du Nord et la préservation de la paix en Asie du Nord-Est. Beaucoup plus affirmées pour Shi Yinhong, qui n'hésite pas à dire qu'à partir des erreurs chinoises, les États-Unis ont engrangé des gains d'opportunité dans la région, alors même qu'ils n'avaient pas de dessein stratégique nouveau. Pour cela, Shi élargit la lentille. C'est depuis le début des années 1990 que la Chine s'est prise au piège de ses propres revendications frontalières,

⁴ Wu Zhicheng est directeur et professeur à la faculté Zhou Enlai d'administration publique de l'université Nankai de Tianjin.

⁵ Liu Jianguo est professeur en relations internationales à l'institut des études internationales de l'université Tsinghua, et ancien chercheur au CICIR.

une stratégie faible et passive face au jeu d'échecs américain, appuyé sur la politique et les relations diplomatiques. Et ce, alors même que l'influence économique et commerciale des États-Unis continuait à décliner.

Shi fait du cas japonais un tournant. Sept mois après son investiture, Barack Obama a fait face, dans ce pays, à une très inhabituelle alternance politique, le Parti démocrate et Hatoyama remplaçant le Parti libéral démocrate. Hatoyama a alors annoncé le départ des troupes américaines d'Afghanistan, réclamé le retrait des marines d'Okinawa⁶ et lancé le projet d'une Communauté asiatique n'incluant pas forcément les États-Unis. Après quelques mois d'apparente flexibilité, l'administration Obama a obligé le Japon à abandonner ses idées « romantiques » (浪漫, *langman*) en politique extérieure, et à tenir ses engagements sur Okinawa. La réponse chinoise à Hatoyama, concernant une Communauté asiatique, avait été « froide et indifférente » (冷淡, *lengdan*). De plus, après la chute d'Hatoyama, la Chine a relancé l'affaire des îles Diaoyutai, fournissant à Obama une occasion parfaite. Non seulement celui-ci a alors attiré à lui le Parti démocrate japonais, mais il a aussi resserré les liens militaires avec la Corée du Sud. Les deux attaques nord-coréennes (Cheonan⁷ et Yeonpyeong) l'ont également servi. La Corée du Sud a alors abandonné la *sunshine policy* avec le Nord, est devenue totalement dépendante de l'alliance militaire avec les États-Unis, et a élaboré des plans avec ceux-ci en vue de la réunification de la péninsule.

Shi va plus loin encore, évoquant l'erreur

⁶ Une exagération : Hatoyama a simplement rouvert des négociations sur leur maintien en principe achevées.

⁷ La Chine n'a jamais reconnu que la corvette Cheonan avait été coulée par une torpille nord-coréenne, et a bloqué la condamnation de Pyongyang à l'ONU.

stratégique des dirigeants chinois qui croient que le Japon décline, alors que les dirigeants japonais raisonnent en termes de *leadership* partagé avec les États-Unis. Il évoque l'absence, depuis la reconnaissance de Séoul, en 1982, d'échanges stratégiques de haut niveau, et des erreurs comme le refus chinois de toute déclaration après le meurtre d'un capitaine de navire sud-coréen par des pêcheurs chinois. Plus généralement encore, il évoque la cour appuyée faite par l'administration Obama à la Mongolie, mais surtout l'inquiétude et même l'angoisse des pays d'Asie du Sud-Est – citant explicitement la Birmanie – devant la montée en puissance et les pressions de la Chine. L'essor des forces maritimes chinoises à moyenne et longue portée et des « activités navales » (海军活动, *haijun huodong*) – qui causent nécessairement des frictions territoriales à travers la Mer de Chine – ont rendu influence et supériorité à Washington. Shi en appelle à débattre et amender la politique extérieure chinoise.

Aucun autre analyste n'est aussi radical, mais il est intéressant que les vues de Shi aient été retenues. Le point commun aux autres experts, inégalement développé, consiste en une interrogation sérieuse sur l'avenir du pouvoir de Kim Jong-un et du Parti du travail nord-coréen. Nos auteurs font fi de la non-ingérence dans les affaires intérieures nord-coréennes, et dissèquent un certain nombre d'évidences qui n'auraient jamais été soulevées du temps de Kim Il-sung ou de Kim Jong-il. Sur Kim Jong-un lui-même : jeune et inexpérimenté, sans alliances préexistantes au sein du Parti, du gouvernement et de l'armée. Mais qui a reçu une éducation européenne, est ouvert et pragmatique. Il doit faire face à des défis très lourds, à l'extérieur comme à l'intérieur. Non seulement il doit restaurer la confiance de l'« opinion publique » dans le système, avec des résultats économiques tangibles, et d'abord en matière d'approvisionnement alimentaire et énergétique, mais il lui faut aussi

composer avec des factions. En particulier, il y a des opinions divergentes, dans l'armée et le Parti, concernant les réformes. L'armée, qui a construit son emprise économique grâce à l'encerclement occidental, est un obstacle aux réformes économiques. Redimensionner – à la baisse – les industries militaires, c'est la première priorité de Kim Jong-un, nous explique Liu Xinghua.

Mais il est illusoire de vouloir démanteler rapidement la politique de *songun* (priorité militaire; en chinois: 先军, *xianjun*). D'abord pour des raisons politiques. Kim Jong-un doit consolider son pouvoir en s'appuyant sur le bloc des dirigeants âgés et qui sont dans le sillage de Kim Jong-il, et cela exclut une rupture à court terme. Ensuite, parce que le *songun* est aussi une réponse adaptée aux sanctions et à l'isolement international, et qu'il faut résoudre d'abord cette situation. Nos auteurs insistent sur les nécessités découlant de la globalisation économique: la Corée du Nord doit s'inspirer d'autres économies socialistes...

Ceci amène nos analystes sur le terrain de l'environnement régional et global de la Corée du Nord. Aucun n'exempte de blâme la Corée du Nord, et en particulier sa politique nucléaire, ou les incidents du Cheonan et de Yeonpyeong, qui ont bloqué la situation et entraîné le gouvernement Lee Myung-bak vers une attitude rigide. Comme d'autres, Chu Shulong relève que Pyongyang ne peut aller de l'avant dans la nucléarisation sans provoquer une crise plus grave encore, et un isolement complet de la Corée du Nord. Il relève d'ailleurs qu'il est difficile pour la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis de relancer les Pourparlers à Six en l'absence de concessions nord-coréennes.

Il établit toutefois une relation d'équivalence avec la stratégie américaine et japonaise, à la fois hostile à la Corée du Nord et antichinoise. D'autres sont beaucoup plus précis. Liu Jianguo établit des comparaisons structurelles. La situation présente avec Lee Myung-bak évoque celle qui prévalait après 1993, quand Kim Yung-sam dirigeait la Corée du Sud. La situation, alors bloquée, s'était rouverte après l'arrivée de Kim Dae-jung en

« Il est illusoire de vouloir démanteler rapidement la politique de *songun*. »

1998. L'élection présidentielle sud-coréenne de la fin 2012 pourrait jouer un même rôle. Mais Liu évoque deux autres facteurs: d'une part, la politique de *containment* américaine entraîne la Corée du Nord vers la militarisation. Il faudra au moins cinq à dix ans de pouvoir de Kim Jong-un et

d'amélioration de l'environnement international pour que le *songun* soit abandonné! D'autre part, la politique américaine et celle de Séoul n'ont pas souvent été en phase. Avec un peu d'exagération, Liu relève que, de 1993 à 2000, l'administration Clinton favorisait la *sunshine policy*, quand Kim Young-sam bloquait celle-ci. Puis, alors que Kim Dae-jung favorisait l'ouverture, l'administration Bush a bloqué celle-ci de 2000 à 2008. En 2008, Obama revient à l'ouverture, mais c'est alors Lee Myung-bak qui s'y oppose...

Au total, la politique américaine combine sanctions et engagement de la Corée du Nord. Mais les États-Unis ont aussi des intérêts de marchand d'armes: non seulement la Corée du Sud est devenue le troisième acheteur mondial, avec un montant double du Japon en 2009, mais Liu sous-entend que quand la Corée du Sud ralentit ses achats, les États-Unis se montrent plus exigeants en ce qui concerne le nucléaire nord-coréen. C'est, relève-t-il, le même cas de figure que dans le détroit de Taïwan.

Liu crédite Kim Jong-un d'une volonté d'ouverture – citant la venue à Pyongyang du chef d'orchestre d'origine sud-coréenne d'un orchestre français, en mars 2012 : « la Corée du Nord a tissé des liens avec l'Europe ». Le dirigeant nord-coréen doit aussi obtenir des concessions de la part de l'administration démocrate à Washington, avant l'élection présidentielle. Mais l'auteur ne fait pas preuve d'un grand optimisme d'ensemble. Si les États-Unis et la Corée du Sud appliquaient ensemble une politique d'ouverture, cela permettrait de revenir à l'accord d'octobre 1994. C'est-à-dire, on le relèvera, tout juste au début de la tentative de vérification de l'entreprise nucléaire nord-coréenne, alors que celle-ci s'est beaucoup développée depuis. On note le jugement lapidaire de Chu Shulong, pour qui « il ne faut pas attendre de grands changements dans la péninsule coréenne ».

La nouveauté, c'est incontestablement la liberté de ton qu'utilisent les analystes chinois pour évoquer les épreuves attendant un très jeune dirigeant. Et c'est le caractère inévitable des réformes économiques dont ils soulignent pourtant les difficultés. Mise à part celle de Shi Yinhong, aucune analyse n'a établi un rapport entre la situation de la péninsule coréenne et le durcissement constant de la politique chinoise envers ses voisins maritimes de l'Asie Pacifique. Chu Shulong évoque toutefois l'utilité, pour la Chine, d'intégrer complètement la Russie, « notre plus grand voisin », aux processus concernant la péninsule coréenne. Liu Xinghua évoque l'utile coopération entre la Chine et la Corée du Nord pour protéger l'internet nord-coréen des infiltrations extérieures - il faut éviter une exportation du modèle d'évolution « par en bas » lancé avec succès par les États-Unis dans le monde arabe.

Si les analystes chinois insistent sur la nécessité des réformes en Corée du Nord, c'est visiblement pour la sauver, et non pour favoriser une réunification.



2. Après la tentative de lancement du satellite nord-coréen : l'influence chinoise en échec

ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- Shen Dingli⁸, Zhang Liangui⁹, Liu Jianguo¹⁰, « Lancement d'un satellite nord-coréen : échec technique mais succès politique », *Dongfang zaobao*, 14 avril 2012.

- Zhang Liangui, Xu Baokang¹¹, Yu Meihua¹², « La fièvre ne baisse pas, vers où se dirige la péninsule coréenne ? », *Shijie zhishi*, n° 2, 2012.

⁸ Directeur du centre d'études américaines, université Fudan.

⁹ Éminent spécialiste de la Corée du Nord, Zhang Liangui est professeur à l'École centrale du Parti et membre de son institut international d'études stratégiques.

¹⁰ Vice-président de l'institut des relations internationales contemporaines, université Tsinghua.

¹¹ Éditeur en chef de l'édition coréenne du *Quotidien du Peuple*.

¹² Spécialiste de la question nucléaire nord-coréenne, Yu Meihua est directrice du centre d'études coréennes de la paix du China Reform Forum (中国改革开放论坛, *zhongguo gaige kaifang luntan*).

Cet article présente les opinions de cinq experts chinois concernant l'échec du lancement du satellite nord-coréen, le 13 avril 2012¹³. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, le supposé consensus universitaire ou la défense à tout prix de la politique chinoise sont mis à mal. Au contraire, un réel appel à plus de pragmatisme politique est manifeste, et la Chine est exhortée par Zhang Liangui à ne plus être passive et à prendre ses responsabilités de grande puissance mondiale. Si les questions de la succession politique, de l'avancée du programme balistique et de l'efficacité des sanctions internationales sont abordées par Liu Jianyong, c'est bel et bien la dynamique de la relation entre Chine et Corée du Nord qui est au centre de ces deux débats. La marge de manœuvre chinoise est plus que limitée car, comme le souligne Xu Baokang, Pyongyang refuse de se laisser enfermer dans une relation de « vassalité » (侍大主义, *shida zhuyi*). La gestion de la crise nord-coréenne est un test pour la diplomatie chinoise qui, selon Yu Meihua, fait face en même temps au déploiement de la nouvelle stratégie régionale américaine et au refus de Washington d'apporter des garanties de sécurité à Pyongyang.

Réactions après l'échec du lancement nord-coréen

Le premier débat, relativement court, exprimé dans le *Dongfang zaobao*, amène les trois auteurs à confronter leur point de vue concernant l'échec du lancement d'un satellite, le 13 avril dernier, par la Corée du

¹³ Le 16 mars 2012, la Corée du Nord a annoncé son intention de mettre en orbite le satellite de météorologie Kwangmyŏngsŏng-3. Le 13 avril 2012 à 7h39, le lanceur Unha-3 décolle de la nouvelle base de Sohae, au nord-ouest du pays, et se désintègre en plein vol, 90 secondes après son décollage. La fusée Unha-3 serait une version modifiée du missile balistique à longue portée Taepodong-2 dont les essais en 2006 (résolution 1695) et 2009 avaient été condamnés par le CSONU.

Nord. Selon Zhang Liangui, cet échec est dû à la précipitation et devrait pousser le pouvoir nord-coréen à être plus prudent à l'avenir quant à l'annonce d'un nouveau test balistique ou nucléaire. Cependant, l'arme atomique étant considérée comme l'« héritage révolutionnaire » (革命遗产, *geming yichan*) de Kim Jong-il, un nouvel essai nucléaire était nécessaire pour affirmer la légitimité de son fils, Kim Jong-un. Ceci est d'autant plus vrai que, si la Corée du Nord veut posséder des armes nucléaires et surtout les miniaturiser, les essais de 2006 et 2009 ne sont pas suffisants.

Les trois experts insistent sur le fait que cet essai balistique souligne un nouveau style d'exercice du pouvoir nord-coréen. Premièrement, Kim Jong-un a annoncé le lancement du satellite nord-coréen un mois à l'avance, alors que les tests étaient auparavant confidentiels; ensuite, la Corée du Nord a indiqué à l'Organisation maritime internationale la zone d'exclusion en mer de Chine orientale dans laquelle des débris du lanceur étaient susceptibles de tomber; enfin, les médias et certains experts étrangers ont été invités à observer le lancement. Ces trois éléments représentent une forme nouvelle de transparence en Corée du Nord - ce qui constitue un véritable revirement, que la communauté internationale doit reconnaître et encourager et que la Chine doit soutenir. Liu Jianguyong va même plus loin en estimant que ce nouveau type de communication témoigne du processus de normalisation de la politique extérieure de la Corée du Nord, pays présenté comme « anormal » par l'auteur (不正常国家, *bu zhengchang guojia*).

Lancement nord-coréen et sanctions internationales

Le point de vue de Shen Dingli, qui peut être considéré comme faisant preuve d'angélisme, s'oppose aux deux autres interventions, dans la mesure où il affirme que ce lancement était légitime pour la Corée du Nord, qui a le droit

de procéder à une utilisation civile de l'espace. Ainsi, il serait envisageable de contourner la résolution 1718 (2006) du CSONU, ayant pour objet l'interdiction faite à la Corée du Nord de développer une capacité balistique, en autorisant, par exemple, la Chine à lancer les satellites nord-coréens. Cette proposition est ouvertement critiquée par Zhang Liangui dans le second débat, au cours duquel celui-ci va jusqu'à affirmer que certains universitaires ne comprennent pas le dossier nord-coréen.

Bien qu'il constitue un échec technique, ce lancement est une victoire politique selon Shen et permettra à la Corée du Nord de développer plus en profondeur son programme balistique. En effet, selon Liu, certaines données importantes ont pu être récupérées, et le revers ne concerne que le satellite – qui n'a pas pu être mis en orbite –, et non pas le lanceur, qui est de toute façon en phase d'essai.

Concernant le système de sanctions internationales dont la Corée du Nord fait l'objet, et auquel la Chine participe, Zhang Liangui estime que celles-ci sont utiles et efficaces car elles entravent le programme balistique, rendant plus difficile l'acquisition de technologies et de financement pour le programme. Mais il ne faut cependant pas les surestimer. Du fait de l'existence d'un « réseau clandestin » (地下走私网, *dixia zousi wang*), il est possible, pour la Corée du Nord, d'acquérir du matériel sensible, même si le pouvoir d'achat du pays s'effondre.

Liu estime quant à lui que ce sont les échecs techniques qui incitent la Corée du Nord à prendre du temps pour comprendre les raisons de ces échecs, ralentissant ainsi son programme nucléaire. De nouvelles

sanctions économiques seraient donc inutiles et, affectant la Chine, le premier partenaire économique de la Corée du Nord, Pékin ne les accepterait pas. Ainsi, bien que la Chine n'ait pas bloqué la signature d'une déclaration présidentielle du CSONU le 16 avril dernier condamnant l'essai nord-coréen, elle ne s'oppose pas frontalement à la Corée du Nord. Cette déclaration n'a aucune valeur légale et n'est pas contraignante, à la différence d'une résolution. Ainsi, il n'existe pas de nouvelles sanctions possibles susceptibles de mettre un terme au programme de Pyongyang.

Aggravation des tensions dans la péninsule coréenne

Dans l'introduction aux trois opinions successives présentées par le périodique *Shijie zhishi*, l'accent est mis sur l'aggravation des tensions intercoréennes.

Ainsi, malgré la mort de Kim Jong-il, la situation dans la péninsule ne s'est pas apaisée, « l'optimisme n'a été qu'éphémère » (乐观的局面转瞬即逝, *leguan de jumian zhuanshun jishi*) et les quelques illusions qui s'étaient dessinées avec l'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir ont été réduites à néant. Malgré une relative stabilité régionale, Yu Meihua souligne que les relations intercoréennes se sont largement dégradées. La formule de Xu Baokang évoquant une « guerre à grande échelle peu probable » mais une « guerre à petite échelle difficilement évitable » semble bien illustrer ce point.

Au niveau local, les deux Corées se livrent une véritable « bataille rhétorique » (口水战, *koushui zhan*). Le Nord, qui a menacé d'« éradiquer » (铲除, *chanchu*) le gouvernement de

« Les trois experts insistent sur le fait que cet essai balistique souligne un nouveau style d'exercice du pouvoir nord-coréen. »

Lee Myung-bak¹⁴, a annoncé le 6 mai, qu'il réactivait sa « capacité d'autodéfense nucléaire » (自卫性核控制, *ziweixing he kongzhi*) et évoque désormais la possibilité de mener une « guerre religieuse » (圣战, *shengzhan*). De son côté, le Sud a réalisé de nouveaux exercices militaires avec son allié américain, a mis sur orbite un satellite militaire d'observation, a augmenté le budget alloué à la réinsertion des « réfugiés nord-coréens » (脱北者, *tuobeizhe*) et poursuit sa « guerre psychologique » (心理战, *xinli zhan*) vis-à-vis du Nord.

Pour les trois auteurs, les relations intercoréennes sont donc au plus mal et un conflit local n'est pas à exclure. Selon Zhang, les deux Corées ont un conflit d'objectifs. Alors que la Corée du Sud n'a pas réagi directement aux provocations nord-coréennes en 2010¹⁵, la réaction s'est faite a posteriori, avec le remplacement du ministre de la Défense Kim Tae-young par le faucon Kim Kwan-jin et l'annonce par le président Lee Myung-bak que, en cas de nouvelle attaque nord-coréenne, tous les moyens seraient envisagés pour répliquer et détruire les installations militaires nord-coréennes le long de la frontière.

¹⁴ Dans un communiqué en date du 23 avril 2012, le gouvernement nord-coréen a appelé à éradiquer le gouvernement du Sud car le président Lee s'était montré « irrespectueux » envers le peuple du Nord et le fondateur du régime lors des célébrations marquant le 100^e anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, le 15 avril.

¹⁵ Le 26 mars 2010, la corvette sud-coréenne Cheon'an est torpillée par un sous-marin miniature nord-coréen, ce qui entraîne la mort de 46 marins (9 autres personnes, dont un plongeur-démouleur, sont mortes dans les opérations de sauvetage), selon les résultats d'une enquête internationale demandée par la Corée du Sud. Le 23 novembre 2010, l'armée sud-coréenne se livre à un exercice d'artillerie au large de l'île de Yeonpyeong. L'armée nord-coréenne, estimant que l'exercice a lieu dans ses eaux territoriales, réplique et bombarde l'île, faisant quatre morts (deux militaires et deux civils).

Pour l'auteur, le gouvernement et l'establishment militaire sud-coréens ont ainsi fait « vœu de se venger » (报仇的心思, *baochou de xinsi*), et le président Lee souhaite laver l'affront en donnant « une leçon » (一次教训, *yi ci jiaoxun*) au Nord avant son départ, fin 2012. Les deux côtés participent ainsi à l'escalade des tensions et au risque accru de conflit. Pour Xu, la récente victoire de Saenuri aux élections législatives d'avril 2012¹⁶ s'explique d'ailleurs par la ligne dure prise par l'administration Lee.

Yu Meihua, souligne quant à elle l'insoluble question de la réunification. Les deux Corées ne souhaitent non pas une réunification d'égal à égal mais une absorption de l'une par l'autre ; la Corée du Nord souhaitant une réunification à la vietnamienne (le pays communiste absorbant son rival), la Corée du Sud préférant une réunification à l'allemande (le pays libéral absorbant son voisin communiste).

À Pyongyang, ces tensions régionales permettent d'asseoir l'autorité de Kim Jong-un car la confrontation militaire est, selon Zhang Liangui, la façon la plus rapide pour le nouveau dirigeant nord-coréen de montrer ses talents et d'affirmer son leadership. Les facteurs de déstabilisation du régime, qu'ils soient externes ou internes, sont alors loin de mettre en danger le régime. Bien qu'une « forteresse soit souvent détruite de l'intérieur » selon Xu Baokang, rien ne laisse penser qu'un coup d'état est en préparation.

¹⁶ Saenuri, aussi appelé Nouvelle Frontière, est le nouveau nom du Grand National Party, principal parti conservateur sud-coréen. Son ancêtre est le Parti démocratique républicain de Park Chung-hee et il est désormais dirigé par sa fille, Park Geun-hye. Cette formation a remporté l'élection présidentielle de décembre 2007 face au Parti démocratique. Après avoir été battu aux élections locales de 2010 et à l'élection municipale de Séoul en 2011, le parti a remporté 43 % des voix en avril 2012, soit 152 des 300 sièges, contre 37 % pour le Parti démocratique.

Dynamique et évolution du triangle diplomatique Corée(s)-Chine-États-Unis

Au niveau régional, les trois auteurs soulignent le « retour » américain en Asie du Nord-Est. Pour Xu, les États-Unis cherchent à encercler la Chine et se servent pour cela du problème nord-coréen. Ainsi, la Chine fait face à un grand problème. Elle ambitionne de réaliser une ascension politique et de construire un monde harmonieux mais les États-Unis l'en empêchent. Pour Yu Meihua, les États-Unis ne peuvent pas chercher à « accroître » (拓展, *tuozhan*) leur influence régionale et établir un dialogue stratégique en toute confiance tout en « faisant pression » (挤压, *jijya*) sur la Chine.

De plus, selon Zhang, la possibilité de frappes chirurgicales américaines sur les installations nucléaires nord-coréennes est désormais clairement envisagée à Washington. L'ancien secrétaire d'État à la Défense, Robert Gates, a aussi annoncé que les missiles à longue portée nord-coréens pourraient menacer les États-Unis d'ici cinq ans, et qu'une solution devait à tout prix être trouvée auparavant. En parallèle, les Américains se rapprochent de leurs alliés japonais et sud-coréens. Selon Yu, la Chine et la Corée du Nord doivent alors adopter des contremesures, ce qui exacerbe les tensions entre grandes puissances dans la péninsule.

Cependant, tous reconnaissent que la nature de l'alliance entre la Chine et la Corée du Nord n'est pas comparable à celle existant entre les États-Unis et la Corée du Sud. La Corée du Sud dépend étroitement de Washington et ne peut agir sans son accord, comme en témoigne le contrôle, par les Américains, du commandement des forces combinées de l'alliance jusqu'en 2015. À l'inverse, la Corée du Nord veut obtenir un « soutien inconditionnel » de Pékin (无条件地支持, *wutiaojian de zhichi*). Pour Zhang et Xu, la marge de manœuvre de la Chine est donc

limitée et ce d'autant plus que la Corée du Nord s'oppose à une relation de « vassalité » (侍大主义, *shida zhuyi*) vis-à-vis de l'imposant voisin. En effet, une marque de constance dans la politique nord-coréenne des trois Kim réside dans la promotion du concept de juche (en chinois : 主体思想, *zhuti sixiang*), à savoir l'indépendance politique à tout prix. Selon des rumeurs persistantes, la Corée du Nord aurait ainsi prévenu les États-Unis de son projet de lancement de satellite dès le 15 décembre 2011 – soit avant la mort de Kim Jong-il – tout en gardant le secret vis-à-vis des Chinois, preuve de l'ambiguïté nord-coréenne et du faible pouvoir d'influence de Pékin. Il est ainsi « dépassé » et « naïf », selon Zhang Liangui, de penser que la Chine peut à elle seule améliorer la situation dans la péninsule.

Une impossible dénucléarisation de la péninsule

Selon Yu Meihua, si « l'aide économique en échange d'un désarmement » (经援换弃核, *jingyuan huan qihe*) est inefficace – elle rejoint les propos de Shen Dingli, qui estime que la tentative américaine de stopper le programme nucléaire nord-coréen en échange d'aide économique est irréaliste –, elle estime qu'offrir à Pyongyang des garanties de « sécurité en échange d'un désarmement » (安全换弃核, *anquan huan qihe*) est possible et souhaitable. Ces garanties consistent, pour Shen Dingli, en la reconnaissance de l'État nord-coréen par les États-Unis et en la signature d'un traité de paix remplaçant l'armistice de Panmunjeon¹⁷. Zhang Liangui se montre cependant en profond désaccord avec les deux experts.

¹⁷ Signé le 27 juillet 1953, l'armistice de Panmunjeon, du nom du village abandonné situé à la frontière intercoréenne, a mis fin aux hostilités qui avaient débuté le 25 juin 1950 avec l'attaque du Sud par le Nord. Cet armistice n'a toutefois jamais été signé par la Corée du Sud de Syngman Rhee et n'est pas un traité de paix. Seul un traité de paix mettrait officiellement fin à la guerre de Corée.

Il estime que la dénucléarisation de la péninsule est utopique, et ce même si la Chine offre une protection nucléaire à son voisin nord-coréen. Selon lui, le fait même d'y penser est « idiot » (非常愚蠢, *feichang yuchun*). La Corée du Nord n'abandonnera jamais l'arme atomique car celle-ci lui est indispensable afin de devenir une nation « forte et prospère » (强盛大国, *qiangsheng daguo*), objectif officiel du régime depuis 1998. Ainsi, les politiques d'apaisement et d'engagement sont inutiles et ne peuvent pas résoudre le problème.

La Chine ne doit donc pas être critiquée pour essayer de protéger la Corée du Nord, les principaux responsables de la crise dans la péninsule sont les États-Unis. De plus, la politique de non-prolifération de Washington n'est pas équitable car elle ferme les yeux sur les programmes israéliens et pakistanais tout en critiquant l'Iran et la Corée du Nord.

Quelle politique nord-coréenne pour Pékin ?

Ces articles abordent enfin le sujet de la politique nord-coréenne de Pékin. Zhang Liangui est le plus critique. Il estime que la Chine est trop passive vis-à-vis de son voisin. La Chine étant devenue un pays d'une grande importance internationale, elle a besoin d'une vraie « pensée stratégique » (战略上的思考, *zhanlüe shang de sikao*). Les armes nucléaires nord-coréennes et les zones d'essai, trop proches de la frontière, constituent une menace directe au périmètre de sécurité chinois. La Chine doit tout faire pour éviter un autre test, qui, en cas d'accident, pourrait potentiellement dévaster le nord-est chinois. Yu Meihua prend le contrepied de Zhang Liangui et rejette la possibilité d'un recours à la force (« 不可能对朝鲜动武 », *bu keneng dui chaoxian dongwu*), qui créerait une situation de « perdant/perdant » (两败俱伤, *liangbai jushang*) pour les deux Corées et pour les grandes puissances régionales. L'experte

rappelle d'ailleurs que la Chine s'oppose catégoriquement à tout usage de la force et continue de soutenir fortement le régime nord-coréen¹⁸.

Xu se demande si la politique chinoise, en cas de nouvel essai nucléaire, s'inscrira dans la continuité ou gagnera en flexibilité, une réponse trop forte de la Chine pouvant déstabiliser la péninsule. Ainsi, la Chine fait face à un choix difficile : garder une politique équilibrée entre le Nord et le Sud ou se rapprocher de la Corée du Nord afin de contrer le « retour » des États-Unis dans la région, ce que Yu Meihua propose. Selon elle, la Chine doit en faire encore plus pour soutenir son voisin en appuyant son développement économique qui se concentre désormais sur le développement de l'industrie légère et de l'agriculture. Cependant, elle souligne que la Corée du Nord ne peut pas adopter le modèle chinois dans son intégralité. Elle note par exemple que les réformes au Vietnam ont commencé après l'unification, et que les ressources naturelles et le capital financier et humain sont limités en Corée du Nord, avec peu d'experts des politiques de libéralisation. De plus, un traité de paix n'ayant jamais été signé, les États-Unis et le Japon ne reconnaissant pas le pays, et la question nucléaire restant en suspens, les conditions ne sont pas réunies pour une vraie libéralisation de l'économie nord-coréenne. Le rôle de la Chine est donc crucial mais limité.

¹⁸ En témoigne la rencontre entre Hu Jintao et Kim Yong-il à Pékin, le 23 avril 2012. Kim Yong-il a été Premier ministre nord-coréen d'avril 2007 à juin 2010 et est désormais secrétaire du Comité central du Parti des travailleurs nord-coréens.



3. La réforme économique ne peut réussir sans la levée des sanctions

NATHAN BEAUCHAMP-MUSTAFAGA

SOURCES :

- Piao Yinzhe, Li Shenghua et Yan Yingen¹⁹, « Une impulsion puissante pour davantage de réforme économique en Corée du Nord : coopération économique entre Chine et Corée du Sud », *Jingji wenti tansuo*, n° 12, décembre 2011.

- Gong Yutao²⁰, « Situation actuelle et tendances des réformes économiques en Corée du Nord : leur influence sur la péninsule coréenne », *Yunnan caijing daxue xuebao*, n° 151, mai 2011.

- Zhu Liaoye et Xu Yonggen²¹, « Analyse des perspectives de réforme économique en Corée du Nord », *Liaodong xueyuan xuebao*, vol. 13, n° 5, octobre 2011.

¹⁹ Piao Yinzhe est chercheur associé au Nankai Institute of Economics (NKIE) de l'université de Nankai. Li Shenghua est professeur associé au NKIE. Yan Yingen est doctorant au NKIE.

²⁰ Gong Yutao est professeur à l'école de marxisme de l'université chinoise des nationalités.

²¹ Zhu Liaoye est chercheur à l'institut des études coréennes, à l'académie des sciences sociales de l'université de Jilin. Xu Yonggen est professeur associé de japonais à l'université de Changchun.

- Zhang Huizhi²², « Exploration du modèle de développement de la République populaire démocratique de Corée », *Dongbeiya luntan*, n° 98, juin 2011.

- Zhang Liangui²³, « Est-ce que la Corée du Nord aura une « Réforme et Ouverture » ? », *Guoji shiye*, mai 2010.

- Cui Yan²⁴, « Analyse des effets de la réforme monétaire nord-coréenne sur le commerce Chine-Corée du Nord », *Zhongguo shangjie*, n° 2, février 2010.

En tant qu'allié chinois, par traité, et que voisin turbulent, la Corée du Nord fait l'objet d'une attention accrue de la part des dirigeants et des milieux académiques chinois, notamment pour ce qui concerne tout élément susceptible d'influer sur les relations sino-nord-coréennes, la péninsule coréenne ou l'Asie du Nord-Est dans son ensemble. Alors que le programme nucléaire nord-coréen est au centre de toutes les attentions depuis son émergence, en 1994, les chercheurs chinois se penchent tout aussi minutieusement sur les progrès des réformes économiques en Corée du Nord. Sur le long terme, les chercheurs chinois voient plutôt avec optimisme les perspectives de réforme économique en Corée du Nord, au sein d'un environnement international favorable.

Déjà trente ans de réformes économiques en Corée du Nord

Au cours de ces trente dernières années, la Corée du Nord a lancé nombre de réformes économiques, majoritairement infructueuses. Mais, avec un ensemble de

²² Zhang Huizhi est vice-doyen de l'académie des études sur le nord-est asiatique de l'université de Jilin.

²³ Zhang Liangui est professeur d'études coréennes à l'École centrale du Parti.

²⁴ Cui Yan est diplômé de l'université du Heilongjiang.

nouvelles initiatives, le pays a, depuis janvier 2012, fait renaître les espoirs chinois. Selon Zhu Liaoye et Xu Yonggen, l'histoire des réformes économiques de la Corée du Nord peut être retracée depuis 1984, date de l'introduction de la loi dite de « joint-venture » (合营法, *heyings fa*) ayant pour but d'attirer les investissements étrangers²⁵. Celle-ci fut suivie par la création de deux zones économiques et commerciales libres en 1991, qui ont elles aussi échoué à attirer des investisseurs étrangers. La plupart des auteurs placent toutefois le véritable début des réformes le 1^{er} juillet 2002 (« 7.1经济改革 » ou « 7.1措施 », 7.1 *jingji gaige* ou 7.1 *cuoshi*), quand le gouvernement de Kim Jong-il libéralisa quelque peu la politique économique, permettant un certain degré de privatisation et d'indépendance économique dans l'agriculture et les affaires, un relèvement des salaires et un réajustement des prix.

La réforme monétaire de 2009 avait pour but officiel de juguler l'inflation et d'éliminer les marchés clandestins²⁶. La réforme donnait aux Nord-Coréens sept jours pour convertir leur ancienne monnaie en nouvelle devise, à des taux variables et en quantité limitée²⁷.

²⁵ La loi de joint-venture, longue de 26 articles, fut promulguée le 8 septembre 1984 et inspirée par la loi chinoise du même nom, promulguée en 1979. Elle permet pour la première fois l'entrée d'investissements étrangers en Corée du Nord.

²⁶ La Corée du Nord a connu cinq réformes monétaires depuis sa création : en 1947, 1959, 1979, à trois reprises en 1992 et plus récemment en 2009.

²⁷ Alors que les réformes monétaires précédentes permettaient une conversion à 1 : 1, la réforme de 2009 établissait le taux d'échange pour les liquidités à 100 : 1, alors que les dépôts bancaires de moins de 150 000 wons étaient échangés à 10 : 1 et ceux de plus de 150 000 wons étaient échangés à 1 000 : 1. Le gouvernement a aussi mis en place une limite aux échanges par foyer, initialement à 100 000 wons, puis relevée à 500 000 wons. Tout montant de plus de 500 000 wons devait être déposé à la banque, et les dépôts maximums furent tout d'abord limités à 300 000 wons puis relevés à 3 millions de wons.

Cette réforme provoqua des troubles dans le pays et força le gouvernement à offrir des compensations sous forme de subventions. Alors que la plupart des auteurs voient cette réforme comme un échec, Cui Yan l'analyse comme une tentative, de la part de l'État, de réaffirmer son contrôle sur l'économie. Cui Yan affirme que la réforme avait pour but principal de « se réappropriier les capitaux privés en circulation, et de surveiller étroitement les marchés pour ramener l'économie entière dans le giron de l'État et d'une économie planifiée ».

La vague de réformes la plus récente date de janvier 2010. Consécutivement, la Corée du Nord annonçait le plan quinquennal stratégique (2011-2015) pour le développement économique national, créait le groupe d'investissement international Taepung de même que la Banque nationale de développement, et élevait la zone économique et commerciale de Rason (罗先经济贸易区, *luoxian jingji maoyi qu*) au statut de « ville spéciale » (特别市, *tebie shi*). Cette succession d'annonces a coïncidé, par ailleurs, avec quatre visites – sans précédent – de Kim Jong-il en Chine, de mai 2010 à août 2011. Ces événements ont suscité de grands débats en Chine concernant les perspectives de la réforme, ses orientations possibles et le rôle de la communauté internationale dans ce processus.

La réforme économique comme seul moyen d'apaisement et comme voie vers la prospérité

Selon les différents auteurs, la Corée du Nord devrait continuer à réformer son économie, car ceci semble être la seule voie vers la prospérité économique et la stabilité politique. Zhu et Xu affirment que la réforme économique de la Corée du Nord est « historiquement inévitable (et que) la Corée du Nord a atteint un point où elle ne survivra pas sans réforme ».

ajoutant que la réforme est aussi une voie du socialisme. Avec une vraie réforme, la Corée du Nord pourrait devenir autosuffisante en termes de production de grains, et réintégrer la communauté internationale. Gong Yutao affirme que « sans réforme économique, il n'y a pas de développement économique » en Corée du Nord, et que celle-ci devra adopter des réformes économiques pour accomplir l'objectif du gouvernement de devenir « un pays fort et prospère » (*gangseong daegug*, en chinois : 强盛大国, *qiangsheng daguo*) dès 2012²⁸, et pour répondre au besoin de maintenir un contrôle politique et d'assurer une passation de pouvoir sans remous. Ces avis font aussi suite à la déclaration de Kim Jong-un, en novembre 2011, qui énonce que « la nourriture est désormais plus importante que les balles ». Gong ajoute que la Corée du Nord a su répondre aux besoins de son économie par le passé, notamment avec les différentes réformes agricoles depuis 2002 – en réponse à la pénurie alimentaire –, c'est pourquoi l'on peut s'attendre à ce que la Corée du Nord lance d'autres vagues de réforme dans le futur. Qui plus est, Gong pense que des réformes économiques réussies ont le pouvoir de réduire les tensions dans la péninsule coréenne en donnant plus de confiance en soi à la Corée du Nord dans ses interactions avec le Sud, par des moyens non militaires. Par ailleurs, ces réformes ouvriront la voie à l'unification, avec un poids et un pouvoir de négociation accrus pour la Corée du Nord.

De nombreux signes témoignent de l'intention de la Corée du Nord de poursuivre sur le chemin des réformes. Gong Yutao et Zhang Huizhi voient dans les éditoriaux du nouvel An nord-coréen de 2010 et 2011 (元旦社论, *yuandan shelun*) le signe d'une

réorientation vers les réformes économiques²⁹. Gong note que la libéralisation de la Corée du Nord après 2002 illustre les progrès accomplis par le pays vers une « réforme et ouverture » (改革开放, *gaige kaifang*) à la chinoise. Zhang Huizhi voit les deux zones de développement économique communes entre Corée du Nord et Chine, Rason et Hwanggumpyong et les îles Mimwha (黄金坪、威化岛经济区, *huangjinping, weihuadao jingji qu*) comme une preuve de l'engagement nord-coréen à réformer³⁰. Elle pense notamment que, maintenant que la Corée du Nord s'est lancée sur la voie de la coopération économique internationale et de la libéralisation, son gouvernement aura du mal à arrêter la marche des réformes économiques.

« La Corée du nord a atteint un point où elle ne survivra pas sans réforme. »

Néanmoins, des doutes persistent concernant l'élan de la réforme et la possibilité d'une vraie avancée vers une économie de marché. Zhang Liangui est pessimiste en ce qui concerne la capacité de réforme du Nord, et ne considère pas les changements passés comme de vrais efforts vers plus de réforme. Il considère que le vrai objectif de la Corée du Nord est de continuer à soutenir sa

²⁹ Traditionnellement, les trois principaux journaux étatiques nord-coréens publient, le 1er janvier, un éditorial commun, perçu comme une déclaration de politique générale des dirigeants nord-coréens pour l'année à venir.

³⁰ Rajin-Sonbong a été rebaptisée « zone économique et commerciale Rason » dans le cadre d'une tentative destinée à attirer de nouveaux investissements étrangers. Rason est située de l'autre côté de la frontière chinoise, face à la ville de Yanji, dans la province du Jilin. La zone de Hwanggumpyong et des îles Mimwha a été créée conjointement en 2011 par la Chine et la Corée du Nord. Cette région administrative unique comprend les deux îles, situées en face de la ville chinoise de Dandong, dans la province du Liaoning.

²⁸ Cet article date de 2011.

politique de l' « armée avant tout » (*songun*, en chinois : 先军政策, *xianjun zhengce*) en créant un nouvel afflux de financements pour les programmes militaires nucléaires et balistiques. Ainsi, les réformes de janvier 2012 étaient motivées par les besoins en devises de l'armée nord-coréenne, notamment en raison des restrictions imposées au pays par les sanctions internationales dans le cadre de la résolution 1874 du Conseil de sécurité de l'ONU. Zhang Liangui relève le fait que le Conseil de défense national a annoncé les initiatives de janvier 2010, et non le Cabinet, qui dirige pourtant officiellement l'économie. Il croit par ailleurs que Rason n'est qu'un moyen déguisé de résoudre les problèmes d'approvisionnement en pétrole du pays, en diversifiant les sources d'importations et en acquérant les devises étrangères au moyen des frais de transit.

De nombreux obstacles à plus de réformes

Malgré ces perspectives optimistes, de nombreux facteurs viennent encore entraver le processus de réforme. Citant une opinion populaire, Zhu et Xu affirment que l'échec des réformes passées en Corée du Nord est dû à leur superficialité et au manque de rigueur dont le gouvernement a fait preuve dans leur mise en place. De plus, le fait que, en réformant, le gouvernement craint de susciter une certaine instabilité politique constitue un obstacle supplémentaire à ces réformes. Viennent s'y ajouter le manque de volonté publique, l'inexistence d'un cadre de réforme clair et la résistance des entreprises d'État. Piao Yinzhe, Li Shenghua et Yan Yingen considèrent pour leur part que les sanctions internationales sont le principal facteur limitant la capacité du Nord à réformer en profondeur. La profonde contradiction existant entre la politique de l'armée avant tout et le développement économique nord-coréen est une autre entrave au processus de réforme. Zhang Huizhi lie

également les difficultés affectant la Corée du Nord aux défis et problèmes posés par la transition au pouvoir actuelle.

Si la Corée du Nord se réforme plus avant, cela sera au sein d'un cadre unique, bien défini par le gouvernement. Zhang Liangui et Zhang Huizhi notent ainsi que les journaux étatiques ont violemment exprimé la méfiance que leur inspire le modèle de « réforme et ouverture ». Un article nord-coréen va jusqu'à proclamer que « les peuples des pays du monde qui tiennent à leur autodétermination doivent reconnaître clairement le danger de la conspiration de la «réforme et ouverture» mise en avant pas les impérialistes, et doivent s'y confronter avec une vigilance maximum ».

Les perspectives futures de réforme

Alors que les progrès futurs devraient rester lents et prudents, il existe des opportunités pour assurer le succès des réformes, notamment à travers l'expérimentation, et grâce au soutien international. Zhang estime que des « réformes hors du système » (“体制外”改革, *tizhiwai gaige*) sont primordiales pour réformer la Corée du Nord. Elle affirme que ce genre de réforme « hors de l'économie planifiée est une force fondamentale pour développer de nouveaux organismes afin de diriger les marchés et de promouvoir la libéralisation ». Leur indépendance par rapport au système économique existant permet à ces réformes d'être déployées sans avoir à gérer les problèmes typiques de la libéralisation économique, à savoir l'inflation, l'accroissement des inégalités, la corruption, le matérialisme et l'émergence de marchés illégaux. Zhang Huizhi pense que la nouvelle société d'investissement nord-coréenne, la Banque nationale de développement, et certaines autres initiatives du gouvernement, font tous partie de ce nouveau style de réforme, et que ces nouvelles réformes mèneront à la création d'un nouveau système économique.

En contradiction avec le scepticisme de Zhang Liangui, Zhang Huizhi pense que Rason permet à la Corée du Nord de tester la réforme sans avoir à craindre l'instabilité politique. Zhu et Xu pensent que les réformes viendront d'en haut – des dirigeants nord-coréens –, et qu'elles commenceront avec le secteur de l'agriculture, notamment à travers une privatisation agricole sur le modèle du « système de responsabilité des ménages » (包产到户, *baochan daohu*) introduit par la Chine dans les années 1970.

Le soutien international, à travers une coopération économique accrue entre la Chine et les deux Corées, sera un facteur important pour encourager la réforme de l'extérieur et pour intégrer la Corée du Nord au système économique international. Piao y voit une opportunité d'aligner le projet chinois Chang-Ji-Tu³¹ (长吉图开发开放先导区, *changjitu kaifa kaifang xiandaoqu*), la revendication nord-coréenne pour « une nation forte et prospère », et le désir de la Corée du Sud de devenir le principal hub économique de l'Asie du Nord-Est. La Chine et la Corée du Sud pourraient ainsi guider les réformes nord-coréennes en encourageant la coopération économique avec la Corée du Nord. La coopération devra d'abord tenter d'améliorer la situation économique du Nord, en se concentrant sur l'agriculture, le secteur énergétique et les politiques industrielles, et en subventionnant les exportations vers ce pays. Par ailleurs, cette coopération économique devrait promouvoir le processus de réforme en encourageant la Corée du Nord à abandonner sa politique de l'armée avant tout, en aidant financièrement le pays sous condition de certaines réformes économiques, et en recommandant plus de libéralisation aux dirigeants nord-coréens.

³¹ Le projet Chang-Ji-Tu, proposé en 2009, est un plan de développement économique concernant les villes de Changchun, Jilin et Tumen, dans la province du Jilin, en Chine.

Le rôle de la Chine et de l'environnement international de la Corée du Nord

La Chine peut encourager les réformes économiques en partageant avec la Corée du Nord sa propre expérience, et en continuant d'investir et d'échanger avec le pays. Alors qu'il est certain que la voie des réformes en Corée du Nord sera unique, Zhu et Xu, parmi d'autres, font souvent référence aux expériences chinoise et vietnamienne en comparaison. Ils suggèrent que la Corée du Nord peut apprendre du succès de la Chine et du Vietnam dans sa transition vers une économie de marché. Zhu et Xu affirment que « les «réforme et ouverture» chinoise et vietnamienne montrent que seul ce processus peut assurer le développement, et que seul le développement peut asseoir l'autorité et la capacité de gouverner du parti au pouvoir, améliorer les conditions de vie des populations, et gagner les cœurs tout en fortifiant le système socialiste ».

Zhang Huizhi considère la coopération économique Chine-Corée du Nord comme une opportunité pour la Corée du Nord d'approfondir ses réformes en observant l'intégration entre socialisme et capitalisme réalisée par la Chine. Zhu et Xu notent par ailleurs que, bien que l'expérience chinoise montre que la transition vers une économie de marché peut représenter un défi pour le pouvoir, elle montre aussi que les réformes économiques ne sont pas forcément liées à des réformes politiques.

Finalement, l'environnement international de la Corée du Nord dictera l'étendue de son intégration au système international en cas de réforme. La Corée du Nord doit convaincre la communauté internationale d'abandonner les sanctions, car celles-ci ont eu un effet démesuré sur la capacité du Nord à se réformer, et ont limité son accès à des capitaux nécessaires. Zhu et Xu affirment

que les sanctions de l'ONU et les États-Unis dissuadent d'autres pays de commercer et d'investir en Corée du Nord. Les États-Unis ont une grande influence sur les perspectives de réforme du Nord. Tous les auteurs notent le besoin d'une relation apaisée entre les États-Unis et la Corée du Nord, préalable à toute vraie réforme. Piao explique que de meilleures relations seront le principal facteur de réforme économique, alors que Zhang Huizhi affirme qu'un rapprochement États-Unis-Corée du Nord faciliterait l'accès de ce pays à des prêts et à des aides d'institutions internationales (FMI, Banque mondiale, etc.). Zhu et Xu regardent les motivations américaines envers la Corée du Nord avec suspicion, et affirment que les États-Unis veulent que la Corée du Nord devienne un membre du « monde libre », sous le contrôle de la Corée du Sud. De même, Gong affirme que les États-Unis « n'ont jamais abandonné leur objectif de renverser le gouvernement nord-coréen ».

Alors que le gouvernement nord-coréen a été très hésitant en matière de réformes économiques, les dirigeants nord-coréens seront néanmoins forcés de changer fondamentalement leur système économique s'ils veulent assurer la survie du pays et du régime, et tenir leurs promesses, faites au peuple nord-coréen, de développement économique.



4. Pékin critique le double langage de Séoul sur les réfugiés nord-coréens

DAVID PÉNEAU

SOURCES :

- Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa³², « Révélations sur les organisations d'immigrants illégaux nord-coréens », *Fenghuang zhoukan*, n° 8, février 2012.
- Chen Yan³³, « L'action de la Corée du Sud est insuffisante, de quel droit peut-elle demander aux autres de faire des efforts ? », *Hunqiuwang*, rubrique opinion, 19 mars 2012.
- Gao Zugui³⁴, Shui Junyi³⁵ et Song Xiaojun³⁶,

³² Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa sont journalistes à l'hebdomadaire hong-kongais *Fenghuang zhoukan*.

³³ Chen Yan a été rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Zhongguo xinwen zhoukan*. Il est désormais rédacteur en chef de la revue *Jingji* et directeur du Centre de recherche sur les entreprises japonaises.

³⁴ Gao Zugui est directeur de l'Institute of World Politics au sein du China Institute of Contemporary International Relations (CICIR).

³⁵ Shui Junyi est journaliste à la chaîne de télévision publique chinoise CCTV, il présente notamment l'émission *Global Watch* (环球视线, *huanqiu shixian*) durant laquelle il commente l'actualité internationale avec des invités.

³⁶ Song Xiaojun est un officier de l'armée chinoise.

« Les experts estiment que la Corée du Sud attise la question des « tuobeizhe » pour des raisons de politique intérieure », *Fenghuang zhoukan*, n° 8, février 2012.

- Lei Zhihua³⁷, « Frictions entre la Chine et la Corée du Sud, il est impossible de rester immobile quand le monde change », *Nanfangchuang*, 30 mars 2012.

En février 2012, l'expulsion vers la Corée du Nord d'immigrants nord-coréens en situation illégale en Chine a entraîné de vives protestations au sein de la société civile sud-coréenne et notamment de la part des organisations de défense des droits des réfugiés nord-coréens. Le gouvernement et le Parlement sud-coréens ont émis des protestations officielles, et menacé de porter l'affaire devant le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Genève. Les quatre articles choisis commentent la situation des immigrants nord-coréens en Chine, et analysent les motivations du gouvernement sud-coréen en période électorale et les influences de cette question sur les relations entre la Chine et la Corée du Sud.

Migrants économiques pour Pékin, réfugiés politiques pour Séoul

Le conflit opposant la Chine à la Corée du Sud au sujet des immigrants illégaux est ancien et complique régulièrement les relations entre Pékin et Séoul. En effet, alors que la Chine considère ces individus comme des migrants économiques en situation illégale en Chine³⁸, la Corée du Sud

Il est désormais expert auprès de CCTV et de Phoenix TV pour les questions militaires.

³⁷ Lei Zhihua est journaliste à *Nanfangchuang*.

³⁸ Shui Junyi cite le porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères chinois qui explique qu'il n'y a pas de raisons pour qualifier ces personnes de

considère qu'il s'agit de réfugiés politiques. Les quatre auteurs défendent la position du gouvernement chinois et utilisent à dessein le terme de *tuobeizhe* (脱北者, littéralement, « les habitants du Nord qui ont quitté » leur pays) et non celui de « réfugié » (难民, *nanmin*), lequel désigne automatiquement un réfugié politique selon la convention de Genève sur les réfugiés de 1951. Lei Zhihua cite à ce propos Andrei Lankov, professeur russe de l'université Kookmin à Séoul et spécialiste de la Corée du Sud, qui explique qu'il serait faux de parler de « déserteurs » (叛逃者, *pantaozhe*) au sujet des immigrants nord-coréens³⁹. Les quatre auteurs proposent d'ailleurs des points de vue assez radicaux sur cette question puisqu'aucun ne reconnaît qu'une partie des immigrants clandestins au moins ait pu fuir la Corée du Nord pour des raisons politiques. Gao Zugui va jusqu'à nier l'existence de toute persécution politique en Corée du Nord.

Alors que Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa décrivent dans leur article les réseaux illégaux de migration en Chine, Lei Zhihua, Cheng Yan, Song Xiaojun, Gao Zugui et Shui Junyi décryptent les motivations déterminant l'attitude du gouvernement sud-coréen face à cette question.

Une fuite encadrée par des organisations clandestines aux motivations diverses

Historiquement, les flux de migrants nord-coréens débutent avec la famine qui frappe la Corée du Nord entre 1994 et 1998. Avec

« réfugiés ».

³⁹ Dans l'article "North Korean Refugees in Northeast Asia" (*Asian Survey*, University of California Press, 2004), Andrei Lankov évalue le nombre de clandestins nord-coréens en Chine à 100 000 individus. Beaucoup d'entre eux vivent au sein de la minorité coréenne de la province du Jilin et les estimations sont très approximatives.

l'amélioration de la situation économique et les aides alimentaires régulières de la Chine à la Corée du Nord, les flux diminuent en intensité⁴⁰. Bien que quelques migrants choisissent de traverser la frontière russo-coréenne, la grande majorité d'entre eux quitte la Corée du Nord par la frontière chinoise et transite par la préfecture autonome de Yanbian (province du Jilin) où vit une importante minorité coréenne de nationalité chinoise.

Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa décrivent les organisations clandestines sud-coréennes installées en Chine qui permettent aux Nord-Coréens de quitter leur pays, de transiter par la Chine et certains pays voisins et, pour quelques-uns, d'émigrer en Corée du Sud. Les trois auteurs distinguent trois types d'organisations en fonction de leurs motivations : certaines sont motivées par la question des droits de l'homme, d'autres aident les immigrés pour des motifs religieux, tandis que les dernières s'enrichissent en convoyant les immigrés nord-coréens. Ils évoquent notamment les puissantes organisations chrétiennes sud-coréennes qui envoient des missionnaires partout en Chine. Ces missionnaires prêchent et constituent de petits groupes de clandestins qu'ils forment pendant plusieurs années. L'objectif de ces organisations est de refaire passer ces hommes en Corée du Nord pour qu'ils prêchent à leur tour et qu'ils fassent passer en Chine d'autres Nord-Coréens. Ces organisations chrétiennes pensent aider ainsi à « changer le système (coréen) depuis l'intérieur de façon décisive » (朝鲜内部决定性改变, *chaoxian neibu jue dingxing gaibian*).

Les réseaux décrits par Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa sont composés de bases puissantes en Corée du Sud. En plus de financer leurs opérations, celles-ci

font pression sur les dirigeants sud-coréens et sur l'opinion publique. Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa dénoncent un certain fanatisme dont ferait preuve ces prêcheurs sud-coréens et critiquent leurs actions illégales en Chine. Cependant, s'ils remarquent que certains pasteurs ont un passé dans les services secrets coréens et que des entreprises sud-coréennes et américaines implantées en Chine financent leurs activités, les trois auteurs reconnaissent l'aspect humanitaire de certaines organisations clandestines, qui aident les immigrants. Lei Zhihua, au contraire, sous-entend l'existence d'un financement direct du gouvernement sud-coréen à ces opérations clandestines sur le territoire chinois.

Selon Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa, le problème le plus important vient des organisations qui aident les immigrants clandestins à pénétrer dans les ambassades et les consulats étrangers en Chine ou à circuler sur le territoire chinois avant d'atteindre d'autres pays. En effet, la menace d'une expulsion vers la Corée du Nord en cas d'arrestation par la police chinoise incite beaucoup de migrants à chercher à quitter la Chine. Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa décrivent les différentes voies organisées à travers la Chine pour sortir du pays. Certaines organisations chrétiennes planifient ainsi des intrusions dans des missions diplomatiques étrangères à Pékin ou à Shenyang (province du Liaoning) où les Nord-Coréens demandent alors asile. Le renforcement de la protection policière par la Chine autour des missions diplomatiques rend néanmoins difficile ces opérations.

Les filières clandestines, parfois intégrées dans de plus larges mafias, planifient également le départ des Nord-Coréens depuis la Corée du Nord vers la Corée du Sud via la Chine, cachés dans des cargos reliant la province du Shandong à la Corée du Sud. D'autres

⁴⁰ Lü Chao, de l'Académie des Sciences Sociales du Liaoning, cité par Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa.

organisations acheminent les immigrants vers les camps de réfugiés en Thaïlande ou vers le Cambodge où ils demandent l'asile à l'ambassade de Corée du Sud. La manière privilégiée par les passeurs aujourd'hui est le transit de petits groupes de Nord-Coréens déguisés en touristes depuis la frontière sino-coréenne jusqu'en Mongolie. La Mongolie, sous la pression des Américains et des Sud-Coréens, a en effet construit des camps de réfugiés à la frontière et permet aux Nord-Coréens de rester sur son territoire en attendant qu'ils soient naturalisés sud-coréens et qu'ils quittent le pays. En référence aux voies balisées qui menaient les esclaves noirs des États esclavagistes du sud des États-Unis vers les États abolitionnistes du nord et le Canada au XIX^e siècle, ces voies de transit sont appelées « chemin de fer clandestins » (地下铁路, *dixia tielu*).

Une disproportion entre les exigences de la Corée du Sud et les actions entreprises par Séoul

Les expulsions d'immigrants nord-coréens sont un véritable sujet de société en Corée du Sud. Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa décrivent comment des associations de réfugiés nord-coréens et des mouvements religieux font pression sur les parlementaires et le gouvernement. À chaque expulsion, des militants sud-coréens manifestent en Chine ou devant les missions diplomatiques chinoises à l'étranger et les autorités sud-coréennes émettent des protestations officielles. Les auteurs dénoncent cependant une certaine hypocrisie de la part des États occidentaux, et surtout des autorités et de la population sud-coréennes. Premièrement, les autorités sud-

coréennes se permettent de protester contre les expulsions de Nord-Coréens sans pour autant proposer à la Chine de les accueillir en Corée du Sud. Cheng Yan dresse un parallèle entre la situation des immigrants nord-coréens et celle des boat-people vietnamiens et remarque que si les États-Unis, l'Europe et le Japon avaient accueilli des centaines de milliers de Vietnamiens dans les années 1970, ils ne proposaient pas d'accueillir les immigrants

« Alors que la Chine considère ces individus comme des migrants économiques en situation illégale en Chine, la Corée du Sud considère qu'il s'agit de réfugiés politiques. »

nord-coréens. La Corée du Sud, notamment, n'accomplit pas les efforts nécessaires pour résoudre ce problème selon Lei Zhihua : alors que la Chine avait cherché à trouver une solution avec le gouvernement Kim Dae-jong, elle n'a jamais obtenu de réponse claire sur un accueil éventuel des immigrants par la Corée du Sud.

Bien que la Corée du Sud ait accueilli 2 809 immigrants nord-coréens en 2008 (un chiffre en très nette augmentation en comparaison aux 312 Nord-Coréens accueillis en 2000), Cheng Yan dénonce l'insuffisance

des mesures prises par Séoul face à l'ampleur du problème de l'émigration nord-coréenne en Chine⁴¹. Au-delà de l'inaction du gouvernement sud-coréen, Cheng Yan raille la société coréenne si prompte à manifester et qui se montre pourtant si « froide » (冷淡, *lengdan*) à l'encontre des immigrants nord-coréens en Corée du Sud. Ces derniers rencontrent en effet de réelles difficultés d'adaptation à leur nouveau pays et constituent la classe sociale la plus défavorisée de la société sud-coréenne. Chen Xiang, Guo Zhejun et Huang Shanfa

⁴¹ La BBC estime à plus de 20 000 le nombre de Nord-Coréens ayant fui en Corée du Sud depuis les années 1950 (« Seoul Urges China on North Korean Refugees », BBC News, 22 février 2012).

notent d'ailleurs que le coût de l'accueil de ces immigrés, et plus généralement tout ce qui concerne l'aide apportée à la Corée du Nord, ne fait pas consensus en Corée du Sud. Cheng Yan conclue que si la Corée du Sud n'a pas la « décence » (像样, *xiangyang*) d'agir elle-même sur cette question, « il ne faut pas demander aux autres de faire ce qu'on ne fait pas soi-même » (己所不欲, 勿施于人, *yisuo buyu, wushiyuren*).

Une question opportunément mise en avant par Séoul pour des raisons de politique intérieure

Les récentes réactions du gouvernement sud-coréen aux expulsions tiennent également, selon les auteurs, à l'agenda politique de la Corée du Sud. Les élections législatives du 11 avril 2012 s'annonçaient difficiles pour le parti Saenuri – le parti conservateur du président Lee Myong-bak. Sa politique pro-américaine a en effet irrité les nationalistes, et la signature du très controversé accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud a entraîné les plus grandes manifestations que la Corée du Sud ait connu en vingt ans. Face à des sondages de popularité en chute libre et des attaques frontales au Parlement au sein même de son parti, Lee a décidé de « jouer la carte nord-coréenne », outil politique parmi d'autres, afin de fédérer son parti et la population derrière un projet politique.

Lei Zhihua compare la question des clandestins à un « jouet » entre les mains du parti de Lee Myung-bak (玩这种“脱北者”游戏, *wan zhezong « tuobeizhe » youxi*). Pour Shui Jinyi, la Corée du Sud a ainsi délibérément « mis le feu » (热炒, *rechao*) à la question des immigrants nord-coréens pour des raisons de politique intérieure. La question des immigrés, comme celle de la souveraineté sur le rocher de Socotra en mer de Chine orientale⁴² d'ailleurs, aurait ainsi mobilisé le

⁴² Le rocher de Socotra se trouve en mer de Chine

nationalisme sud-coréen et l'aurait détourné de toute critique à l'égard de la politique de Lee. Pour Lei Zhihua, la question des immigrants nord-coréens a ainsi fait l'objet d'un « kidnapping politique » (政治绑架, *zhengzhi bangjia*) sur la scène politique intérieure sud-coréenne. Song Xiaojun remarque que la vie parlementaire est généralement très violente en Corée du Sud, mais que les candidats ne connaissent plus aucune limite en période de campagne électorale, n'hésitant pas à se saisir égoïstement d'un sujet sensible pouvant affecter les pays voisins à des fins de politique nationale.

Car, selon Song Xiaojun, jouer cette carte du nationalisme coréen à l'encontre des Chinois n'est pas très « honnête » (不厚道, *bu houdao*). La relation bilatérale ne devrait pas avoir à souffrir de la campagne électorale de Lee Myong-bak et de ce « jeu autour de la question des immigrants ». D'ailleurs, les différents auteurs remarquent que certaines voix s'élèvent contre le positionnement de Séoul en faveur des immigrés. Les entreprises coréennes travaillent beaucoup avec la Chine, premier importateur de produits coréens, et les Sud-Coréens ne semblent pas tous d'accord pour supporter les coûts de l'intégration des Nord-Coréens en Corée du Sud.

Une nouvelle source de conflit entre la Chine et la Corée du Sud dans un contexte de rééquilibrage stratégique en Asie

Cependant, au-delà du facteur conjoncturel lié à la campagne électorale, la question des immigrants nord-coréens se place au milieu d'une longue série de conflits qui ont affecté les relations sino-coréennes depuis

orientale, au sud-ouest de l'île coréenne de Jeju. La Chine et la Corée du Sud considèrent chacune que le rocher se trouve dans leurs ZEE respectives. Le nom chinois du rocher de Socotra est Suyanjiao (苏岩礁), tandis que les Sud-Coréens l'appellent Parangdo ou Leodo.

l'élection de Lee Myong-bak en 2008. Lei Zhihua montre que les frictions diplomatiques s'enchaînent à un rythme régulier : il cite notamment la réaction chinoise à l'attaque du Cheonan et au bombardement de l'île de Yeongpyeong, les provocations quant à la souveraineté sur le rocher de Socotra, l'affaire du meurtre d'un garde-côte sud-coréen par des pêcheurs chinois... La question des émigrés nord-coréens de Chine n'est que récemment devenue une source de conflit. L'origine de toutes ces frictions serait avant tout la diplomatie pro-américaine du président Lee dont l'entourage est « très occidentalisé dans sa manière d'appréhender le monde » (思维方式非常‘西化’, *siwei fangshi feichang xihua*). Lei Zhihua regrette que les conseillers ayant des affinités avec la Chine aient été écartés de l'entourage du président.

Ces frictions régulières ont lieu dans un contexte de changement géopolitique en Asie Orientale. La montée en puissance de la Chine bouleverse les équilibres stratégiques et la Corée du Sud doit se replacer entre Washington et Pékin. Ces frictions seraient alors la conséquence naturelle de ce rééquilibrage. Or, la Corée du Sud de Lee Myong-bak a fait le choix de confirmer son rapprochement avec les États-Unis, ce qui semble aberrant à Lei Zhihua étant donné la nouvelle dimension de la puissance chinoise. Selon lui, la diplomatie coréenne a ainsi fait de mauvais choix, de « mauvais placements » (错位, *cuowei*). Ces frictions seraient alors le fruit d'un équilibre structurellement contradictoire entre la Chine et les États-Unis dans la politique étrangère sud-coréenne et il aurait été bon de rétablir cet équilibre. Il y a ainsi, selon Lei Zhihua, une gradation évidente mais contradictoire entre la relation entre Corée du Sud et États-Unis, qui passe par une « alliance stratégique » (韩美战略同盟关系, *hanmei zhanlüe tongmeng guanxi*), et la relation entre la Chine et la Corée du Sud, qui n'est qu'une « relation de coopération stratégique »

(韩中战略合作伙伴关系, *hanzhong zhanlüe hezuo huoban guanxi*).

En menaçant de jouer la carte des droits de l'homme contre la Chine devant le HCR, la Corée du Sud se place dans le camp occidental. Song Xiaojun explique en effet que mettre en avant les droits de l'homme permet à Séoul de rallier facilement les gouvernements occidentaux à sa cause et d'internationaliser une question qui n'a pas lieu de l'être. Pour Shui Junyi, la question des immigrés nord-coréens serait tout simplement une nouvelle offensive américaine contre la Chine. Song Xiaojun remarque cependant qu'une fois encore, le jeu de Lee Myong-bak sur cette question des immigrants est à double tranchant : le président sud-coréen risque non seulement de s'aliéner une partie de sa population mais il risque surtout d'aggraver des relations déjà tendues avec la Corée du Nord. La politique de Lee Myong-bak pourrait donc contribuer à dégrader la situation sécuritaire sur la péninsule coréenne. Sur ce point, il n'est pas certain que l'administration Obama soutienne Lee Myong-bak si cela menace les fragiles relations entre Pyongyang et Washington. De ce point de vue, il est frappant de constater que, des quatre auteurs, seul Song Xiaojun évoque rapidement le possible impact de cette question des immigrés clandestins sur les relations entre la Corée du Sud et son voisin du nord et, plus généralement, sur le contexte sécuritaire dans la péninsule.

Les visites très régulières de Lee Myong-bak à Pékin, symboles éphémères du réchauffement des relations sino-coréennes, alternent avec des provocations suivies de protestations officielles. La relation bilatérale sino-coréenne est ainsi enfermée dans un rythme cyclique de hauts et de bas, et la succession de « frictions diplomatiques » (外交摩擦, *waijiao moca*) est selon Lei Zhihua un véritable « label » (标签, *biaoqian*) des relations sino-coréennes.

Shi Yuanhua (cité par Lei Zhihua) remarque ainsi que « le Cheonan, le bombardement de l'île de Yeongpyeong et la question des pêcheries constituent le passé de cette relation, que la question des immigrants clandestins et du rocher de Socotra en constituent le présent et que, dans le futur, apparaîtront de nouveaux problèmes » pour entretenir ce cycle.

REPÈRES

5. Appuyer le régionalisme africain pour contenir les normes occidentales

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Zhang Chun⁴³, « Les relations sino-africaines : réagir aux défis et à la pression de la coopération internationale vis-à-vis de l'Afrique », *Waijiao pinglun*, n° 3, 2012, p. 33-42.

- Li Anshan⁴⁴, « Les origines du Forum sur la coopération sino-africaine et la stratégie africaine de la Chine », *Waijiao pinglun*, n° 3, 2012, p. 15-32.

- Xu Weizhong, Yu Wensheng, Yang Zhiguang⁴⁵, « Le Forum sur la coopération

⁴³ Zhang Chun est directeur adjoint au Centre d'études sur l'Afrique et l'Asie occidentale du Shanghai Institute of International Studies (*Shanghai guoji wenti yanjiu yuan*, SIIS).

⁴⁴ Li Anshan est professeur à la School of International Relations (*Guoji guanxi xueyuan*, SIS) et directeur du centre d'études africaines de l'université de Pékin.

⁴⁵ Xu Weizhong, Yu Wensheng, et Yang Zhiguang sont chercheurs à l'institut d'études sur l'Afrique et l'Asie occidentale du China Institute of Contemporary International Relations (*Zhongguo xiandai guoji guanxi yanjiu yuan*, CICIR). Xu Weizhong est le directeur du département sur l'Afrique.

sino-africaine : état des lieux et perspectives pour l'avenir », *Xiandai guoji guanxi*, n° 6, 2012, p. 50-55.

En juillet 2012 s'est tenue à Pékin la 5^e édition du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac)⁴⁶. À cette occasion, les directeurs des trois principaux centres de recherche sur l'Afrique expriment leur avis sur l'avenir des relations sino-africaines et sur les nouveaux défis qui attendent la diplomatie chinoise dans les années à venir.

Une compétition internationale renforcée en Afrique

Li, Zhang et Xu réaffirment dans leurs articles respectifs l'importance que le Focac a atteint au cours des dernières années, en devenant un mécanisme important, « capable d'influencer le processus historique contemporain ». Ils revendiquent le rôle joué par ce système de dialogue et d'échange dans l'émancipation de l'Afrique, dans la définition d'un nouveau modèle de coopération bilatérale et dans la résolution des problématiques de pauvreté au niveau mondial. D'après Li, le succès de cette nouvelle forme de « partenariat stratégique »⁴⁷ – qui a fait du pragmatisme et des relations économiques son point fort – a contribué à remettre en question la légitimité du système politique et économique international actuel et, parallèlement, a amorcé un processus de redécouverte de l'Afrique, et de son importance stratégique, par l'Occident. Le renouvellement

⁴⁶ Le Focac (中非合作论坛, *zhongfei hezuo luntan*) a été conçu comme un mécanisme d'échange et de dialogue politique entre la Chine et l'Afrique. Tous les trois ans depuis 2000 une conférence ministérielle regroupe ministres, entrepreneurs et représentants d'organisations régionales pour discuter des questions politiques et économiques et signer des accords de coopération bilatérale.

⁴⁷ 新型战略伙伴关系 (*Xinxing Zhanlüe Huoban Guanxi*), annoncé à la troisième conférence ministérielle de 2006.

des organismes de coopération avec l'Afrique déjà existants⁴⁸ et la création de nouveaux organismes par certains acteurs émergents en Afrique (Japon, Inde, Corée) en sont les marques les plus évidentes.

Bien que cet intérêt renouvelé soit positif pour les perspectives de développement de l'Afrique, il implique également, pour la Chine, une « compétition en termes de système » (机制性竞争, *jizhixing jingzheng*), et une « pression en termes de valeurs » (价值理念压力, *jiazhi linian yali*).

Un défi en termes de systèmes de coopération

Selon Zhang, en termes de compétition et de « défis de nature systémique » (机制性挑战, *jizhixing tiaozhan*), les mécanismes de coopération des États-Unis, de l'Europe et du Japon sont destinés à être renforcés dans les années à venir, et à alimenter la compétition entre puissances sur le continent africain : les événements nord-africains de 2011 auraient déjà testé la montée significative de l'influence et du rôle de plus en plus important que le US Africa Command, la France et le Royaume-Uni ont acquis dans la région⁴⁹. À cela s'ajoute la compétition des autres acteurs émergents en Afrique, qui ont eux aussi amorcé la mise en place de mécanismes d'échange, et le développement de différentes formes de coopération trilatérale.

Une bataille de valeurs

Du point de vue des valeurs, Zhang affirme que les critiques de l'Occident vis-à-vis du

⁴⁸ Zhang donne notamment l'exemple du Europe-Africa Summit et de la Tokyo International Conference on African Development (TICAD).

⁴⁹ L'auteur ne cite pas d'épisode particulier, mais il fait sans doute référence aux événements du printemps arabe, et au rôle de la France et du Royaume-Uni dans la guerre en Libye menée sous l'égide des Nations unies et du USA Africa Command.

modèle chinois – concernant notamment l’absence de conditionnalité de l’aide chinoise et l’application par Pékin du principe de non-ingérence – ne sont que des tentatives visant à limiter le développement des relations sino-africaines, notamment du point de vue économique. Si Li parle de « politisation » de toute action ou projet économique chinois en Afrique, Zhang offre des illustrations de cette tendance et dénonce le recours à de nouveaux instruments hybrides, politico-légaux. Il cite les exemples du Kimberley Process⁵⁰, de l’Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)⁵¹ ou de l’United Nations Global Compact⁵², dans le cadre desquels les pays occidentaux ont utilisé les concepts de soft law et de soft norms pour encourager une réorientation des relations sino-africaines vers un système de valeurs plus occidental.

Selon Xu, les concepts de Corporate Social Responsibility⁵³, ou les systèmes tels que l’EITI, visent à « standardiser » (企图规范, *qitu guifan*) les relations sino-africaines et

à façonner le nouveau système international. Selon lui, l’Afrique est une « zone test » (试验场, *shiyanchang*) de ce nouveau système. Les actions et les interventions de l’Occident en Lybie et en Côte-d’Ivoire représentent d’après Xu un « précédent » au sein du nouvel interventionnisme occidental – justifié par la « responsabilité de protéger » – et de sa « diplomatie des valeurs » (价值观外交, *jiazhi guan waijiao*).

Quelle diplomatie africaine pour Pékin ?

Comment, alors, doit réagir la diplomatie chinoise face aux nouveaux défis posés par cette compétition accrue en termes de valeurs, de modèles et de systèmes de coopération, ainsi qu’aux « critiques inappropriées » (不当批评, *budang piping*) de l’Occident ? Les réponses politiques envisagées par ces chercheurs convergent sur les points suivants :

Élargir les domaines de la coopération.

Les trois chercheurs s’accordent pour affirmer que le développement des relations sino-africaines n’est pas équilibré. Li propose d’accroître les investissements chinois en Afrique dans des secteurs stratégiques tels que l’agriculture. La Chine pourrait transmettre à ses partenaires africains son expérience et son savoir-faire agricoles, ce qui permettrait de résoudre une partie des problèmes de sécurité alimentaire du continent. Xu, de son côté, mentionne l’accroissement des flux de population chinoise – travailleurs et touristes – vers Afrique et la nécessité de s’occuper des questions de stabilité et de paix en Afrique pour assurer la sécurité des ressortissants chinois. Zhang partage cet avis, et explique que ce genre de coopération pourrait avoir des conséquences positives vis-à-vis de la sauvegarde des intérêts de la Chine à l’étranger. Cela permettrait à Pékin d’accroître son pouvoir d’influence sur le continent. Zhang envisage notamment une participation plus active de la Chine dans les missions de

⁵⁰ Le Kimberley Process est une initiative lancée en 2000, dont l’objectif est d’empêcher le commerce des diamants produits dans des zones de guerre (conflict diamonds) et dont la vente finance souvent les mouvements violents de rebellions locaux contre les gouvernements légitimes.

⁵¹ L’EITI est une initiative qui promeut la transparence des opérations financières des entreprises du secteur minier et pétrolier, visant à garantir une meilleure gestion de l’exploitation des ressources naturelles.

⁵² Initiative des Nations unies lancée en 2000 pour encourager une attitude socialement responsable de la part des entreprises, notamment au sujet des droits de l’homme, du développement durable, du droit du travail et de la lutte contre la corruption.

⁵³ Concept lié aux enjeux de développement durable, la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) concerne toutes les actions qui vont au-delà des obligations juridiques des entreprises. Les entreprises socialement responsables sont appelées à adopter les meilleurs pratiques possibles et à prendre en compte des impacts sociaux et environnementaux de leur activité.

maintien de la paix et au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi un renforcement de la coopération bilatérale à travers la mise en place d'un système de dialogues « secondaires » entre les ministères de la Sécurité et de la Police et les think tanks africains et chinois.

Encourager la coopération trilatérale.

D'après Zhang, la coopération trilatérale ne peut plus être évitée. La Chine est obligée de se conformer au cadre stratégique – établi par l'Occident – de coopération trilatérale vis-à-vis de l'Afrique. Cependant cela ne signifie pas qu'elle doit accepter toutes les règles imposées par cette stratégie, jugée « imparfaite » (尚未完善, *shangwei wanshan*). Selon lui, ce type de coopération devrait se réaliser « selon les besoins de l'Afrique, en accord de l'Afrique, avec la participation de l'Afrique ; et s'occuper d'abord de l'économie, et après de la politique ; d'abord de ce qui est facile, après de ce qui est difficile ; d'abord du Sud, et après du Nord » (*feizhou xuyao, feizhou tongyi, feizhou canyu ; xian jing hou zheng ; xian rong hou nan ; xian nan hou bei*). Toujours selon Zhang, la coopération trilatérale devrait d'abord privilégier les organisations régionales africaines, ensuite les organismes internationaux multilatéraux, les pays émergents, et enfin les pays développés. Pour Xu, il s'agit de renforcer les accords avec les organisations régionales africaines, telles que l'Union africaine, la Communauté de développement d'Afrique australe ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, afin de pallier les lacunes de la coopération bilatérale. À cette fin, le Focac a été conçu comme une importante plateforme d'échange et de coopération trilatérale : l'Union africaine a, en 2012, pour la première fois formellement participé au forum et, lors des prochaines réunions, la Chine pourrait aussi envisager d'inviter une « troisième partie⁵⁴ en tant qu'observateur »

⁵⁴ L'auteur ne précise pas qui pourrait être une telle

(第三方作为观察者, *disanfang zuowei guanchazhe*).

Perfectionner et développer le système du Focac.

Selon ces trois chercheurs, le Focac manque d'une vision à long terme et d'un système d'organisation. Les trois ministères qui gèrent le Focac sont celui des Affaires étrangères, du Commerce et des Finances. Leur capacité limitée de coordination des travaux et de coopération est de plus en plus évidente. Zhang propose la mise en place d'un système d'organismes subordonnés pour rendre le système plus flexible et mieux coordonner les travaux. Xu suggère de ne pas se limiter aux forums annuels, mais de penser aussi à organiser des conférences hebdomadaires, ou du moins des rencontres plus fréquentes et non limitées aux questions d'ordre économique. Le système doit être perfectionné, ajoute Li. Selon ce dernier, ce n'est qu'en améliorant certains aspects du Focac que celui-ci pourra devenir le pilier de la stratégie africaine de la Chine et, ensuite, devenir le point central de la réflexion sur la stratégie internationale chinoise. Pour l'instant, le Focac manque encore de ressources humaines, matérielles et de temps pour réfléchir de façon appropriée sur une stratégie future.

Former des alliances pour sauvegarder les intérêts de la Chine et des pays en voie de développement.

Au-delà du Focac, la Chine peut avoir recours à d'autres plateformes pour promouvoir les valeurs communes des pays en voie de développement. Elle peut par exemple créer des alliances avec certains pays voisins – BRICS ou Organisation de coopération de Shanghai⁵⁵ –, en s'appuyant

« troisième partie ».

⁵⁵ Créé à Shanghai en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai est une organisation intergouvernementale dont les États membres sont la Chine, la Russie, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, et visant à renforcer les relations entre les pays membres, à encourager la

sur leur insatisfaction vis-à-vis de l'ordre économique mondial, et notamment envers l'influence occidentale hégémonique en matière de politique internationale, la gestion du système d'aide internationale et les actions militaires ou punitives – embargos, sanctions, etc. Selon Li, une alliance est « un artifice nécessaire dans la politique internationale » (结盟是国际政治中的一种必要手段, *jiemeng shi guoji zhengzhi zhong de yi zhong biyaoshouduan*) auquel la Chine doit recourir pour sauvegarder ses intérêts nationaux. « La diplomatie a une valeur pratique, mais aussi une moralité » écrit Li (外交有实利, 也有道义, *waijiao you shili, ye you daoyi*), pour qui l'un des objectifs de la Chine dans sa relation avec l'Afrique est de renforcer la position et le droit à la parole des pays en voie de développement et la multipolarisation du système international.

Renforcer le soft power de la Chine et accroître son influence internationale. Pour faire face aux critiques et aux accusations de l'Occident,

Zhang propose de renforcer la diplomatie chinoise en mettant en avant les succès et les résultats positifs de la coopération sino-africaine, pour éviter que les commentaires occidentaux ne monopolisent le discours sur les relations sino-africaines. Il est même envisagé de nommer un « ambassadeur de l'image des relations sino-africaines » (中非关系形象大使, *zhongfei guanxi xingxiang dashi*) et de créer un « prix international » (中非关系国际贡献奖, *zhongfei guanxi guoji gongxianjiang*) des relations sino-africaines. Xu pense plutôt

coopération politique, commerciale et économique, et à promouvoir la stabilité et la sécurité régionales.

« Le succès de l'expérience chinoise a amené de plus en plus de pays africains à regarder vers l'Orient, en remettant en question le modèle de développement occidental. »

à la promotion des échanges entre médias africains et chinois, en encourageant les médias africains à établir des agences ou des filiales en Chine. À cet effet, Li s'approprie la terminologie de Wang Yizhou⁵⁶ et affirme qu'il faut surtout avoir le courage « d'être créatifs » (创新, *chuangxin*). D'après Li Anshan, il faut avoir une stratégie de réponse aux attaques des puissances occidentales, parce qu'« on ne peut pas rivaliser avec une situation en devenir en adhérant à des lignes politiques qui sont toujours les mêmes ». La Chine est en train de faire l'expérience des « préoccupations [qui sont celles d'un géant] en croissance » (成长的烦恼, *chenzhang de fannao*), mais le gouvernement chinois ne doit pas être « trop anxieux ni ignorer complètement ces questions, ce qui serait un signe de faiblesse ». Au contraire, si la Chine « se trouve en difficulté, elle doit oser rivaliser avec l'Occident et protéger ses intérêts ». Le succès de l'expérience chinoise a amené de plus en plus de pays africains à regarder

vers l'Orient, en remettant en question le modèle de développement de l'Occident. Pour Li, la Chine doit avoir confiance en elle, et la diplomatie chinoise en Afrique doit se doter d'une capacité d'anticipation (前瞻性, *qianzhanxing*) car, finalement, « il ne manque à la Chine en Afrique que de la stratégie » (中国在非洲什么都补缺, 就是却战略, *zhongguo zai feizhou shenme dou buque jiu shi que zhanlue*).

⁵⁶ Voir : Martina Bassan, « L'engagement créatif : la Chine à la recherche d'une nouvelle diplomatie ? », *China Analysis*, n° 37, 2012/1.

moyenne », *Cajjing*, 15 juillet 2012.

- Yang Zhongxu⁶¹, « La tempête déflationnaire est en chemin », *Cajjing*, 15 juillet 2012.

La situation économique chinoise s'est dégradée ces derniers mois, et les chiffres trimestriels parus en juillet sont les pires depuis 2009⁶². Face à cette situation difficile, les dirigeants chinois sauront-ils prendre les mesures qui s'imposent pour relancer la machine économique chinoise ?

Une série d'articles parus récemment nous éclairent sur l'actualité économique du pays, et sur les politiques mises en place par Pékin pour endiguer cette importante crise de confiance et de croissance. Les réactions sont mitigées et nombreux sont les spécialistes qui espèrent des réformes plus profondes pour seconder les mesures d'endiguement temporaires prises par Pékin.

Des indicateurs économiques décevants

Dans son article du 15 juillet, paru dans *Cajjing*, Yang Zhongxu nous expose la situation économique chinoise de ces derniers mois. Il note que l'été a démarré péniblement pour Pékin avec l'annonce, début juillet, des chiffres du second trimestre 2012. En effet, d'avril à juillet, le PIB n'a progressé « que de » 7,6 % par rapport à l'année précédente, chiffre qui, quoique remarquable pour n'importe quel autre pays, est venu en contradiction des prévisions économiques, et surtout, comme une surprise après près de trois années de croissance à plus de 8 %. De plus, il semblerait que ces chiffres traduisent une tendance de fond, et non un ralentissement passager. En effet, la croissance du PIB au premier semestre est également en

de réforme économique.

⁶¹ Yang Zhongxu est journaliste à *Cajjing*.

⁶² Selon Liu Yuanchun, vice-président de l'université Renmin, interviewé par Yang Zhongxu.

6. Économie : la réorientation de l'économie est préférable à une relance à court terme

AGATHA KRATZ

SOURCES :

- « La situation actuelle du projet de maintien des prix du logement », Éditorial, *Xin shiji*, 23 juillet 2012.

- Chen Lu⁵⁷, « Wen Jiaobao : Pour éliminer la spéculation immobilière, il faut une politique de long terme », *Caixin wang*, 8 juillet 2012.

- Lin Jinbing⁵⁸, « La baisse des taux d'intérêts en Chine et en Europe pourrait provoquer un « effet de coordination » », *Caixin wang*, 6 juillet 2012.

- You Xi⁵⁹, « Augmenter les liquidités », *Cajjing*, 15 juillet 2012.

- Yu Bin⁶⁰, « Se stabiliser à une croissance

⁵⁷ Chen Lu est professeur d'économie et de gestion à l'Université chinoise des sciences électroniques et de la technologie (电子科技大学经济与管理学院).

⁵⁸ Lin Jinbing est journaliste stagiaire à *Caixin*.

⁵⁹ Youxi est journaliste à *Cajjing* et pour l'édition en chinois du *New York Times*.

⁶⁰ Yu Bin est chercheur au Centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires d'État chinois, en charge du département de recherche économique. Il est spécialiste des sujets de politiques macroéconomiques, d'économie locale et urbaine, et

décélération par rapport à l'année précédente, avec une croissance de « seulement » 7,8 % par rapport au premier semestre 2011. Cette annonce a suivi de près l'annonce tout aussi détonante des chiffres de l'inflation chinoise, qui avaient eux aussi surpris la communauté économique. Selon ces chiffres, parus fin juin, l'IPC⁶³ n'est en progression que de 2,2 % au premier semestre 2012 contre 3,3 % en 2011. Pour la première fois depuis 2009, la Chine enregistre un mouvement de désinflation. Certains spécialistes⁶⁴ s'inquiètent même de la possibilité d'une déflation dans le futur, et affirment qu'au jour le jour, les entreprises voient certains de leurs prix baisser.

Depuis début juillet, sont venus s'ajouter à ces deux indicateurs principaux des nouvelles tout aussi moroses : les chiffres du commerce extérieur sont très décevants, les investissements industriels sont au point mort, les demandes de prêts industriels ont fortement baissé, les marges de profit de très nombreuses industries ont baissé, nombre d'entreprises d'État ont même déclaré des pertes, et l'IPP⁶⁵ de juillet est en baisse pour le quatrième mois consécutif, notamment à cause d'une demande intérieure particulièrement faible, explique Yang Zhongxu.

⁶³ IPC (Indice des prix à la consommation) : selon l'Insee, « L'IPC est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante » (<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/indice-prix-consumation.htm>).

⁶⁴ Zhang Hanya, président de l'Association des investisseurs chinois, cité par Yang Zhongxu.

⁶⁵ IPP (Indice des prix à la production) : selon l'Insee, « Les IPP dans l'industrie pour le marché (chinois) mesurent l'évolution des prix de transaction, hors TVA, de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur le marché (chinois) » (<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/indice-prix-a-la-production.htm>).

Personne ne conteste donc l'évidence selon laquelle l'économie chinoise connaît un ralentissement. Mais comme nous l'explique Yang Zhongxu, le débat fait rage concernant l'ampleur potentielle de ce ralentissement. Certains prévoient un atterrissage en douceur alors que d'autres redoutent un crash en bonne et due forme. La situation économique actuelle est donc difficile, mais elle reste moins grave qu'en 2009. Interviewé par Yang Zhongxu, Liu Yuanchun, vice-président de l'université Renmin de Pékin, nous rappelle la gravité des chiffres post crise financière et nous explique que si les chiffres de juillet témoignent d'un clair ralentissement, la croissance est du moins toujours présente.

Plus que le ralentissement de la croissance, donc, la reprise de l'activité immobilière inquiète. Dans la retranscription du discours de Wen Jiabao par Chen Lu, le Premier ministre chinois explique que l'une des principales préoccupations du gouvernement dans le futur sera le marché immobilier. En effet, après un ralentissement notable de l'activité et une stabilisation des prix, dus notamment à des politiques publiques de régulation plus strictes, les prix sont repartis à la hausse ces derniers mois. Yang Zhongxu note que les investissements immobiliers ont repris en mai : ceux-ci étaient en croissance de 9 % par rapport à avril. Par ailleurs, les chiffres du Bureau national de statistiques du 18 juillet, cités par *Xin shiji* dans son éditorial du 23 juillet, confirment cette tendance. En juillet, le marché immobilier chinois était à nouveau en surchauffe.

Ces tendances haussières font peser une menace de taille sur l'économie chinoise. Pékin craint notamment que les prix ne bondissent à nouveau, et que la spéculation ne reprenne de plus belle, contribuant à nourrir un peu plus une bulle immobilière chinoise déjà proche de l'éclatement. Wen prescrit donc la plus grande vigilance et encourage de ses vœux une

surveillance accrue de ces marchés.

Comme l'indique l'éditorial de *Xin shiji* du 23 juillet, la situation immobilière au niveau national est donc l'un des grands défis que doit relever le gouvernement chinois pour les années à venir. Relever ce défi conduit à procéder à un choix important entre deux intérêts divergents : celui du gouvernement central qui doit se préoccuper à la fois de la stabilité macroéconomique et du bien-être de la population, et celui des gouvernements locaux et des entreprises locales qui bénéficient directement du marché immobilier et de son dynamisme. Ces dernières années, les gouvernements locaux sont effectivement devenus très dépendants des revenus immobiliers et des transactions immobilières et foncières. Cette dépendance a provoqué des comportements à risque des gouvernements locaux qui ont parfois outrepassé les règles établies par Pékin. Le second défi, pour Pékin, consistera donc non seulement à surveiller plus strictement le marché, mais aussi à faire en sorte que ses directives soient appliquées au niveau local.

Finalement, d'autres préoccupations s'ajoutent encore à cet agenda économique déjà très chargé. Comme l'explique Yu Bin, la situation financière des gouvernements locaux s'est dégradée au premier semestre 2012 : leurs revenus fiscaux ont baissé de façon substantielle, tout comme leurs revenus fonciers. Ceci ne fait qu'augmenter les risques afférents à l'économie chinoise, d'autant que, ces dernières années, des liens forts de dépendance se sont formés entre les banques, les gouvernements provinciaux, les entreprises immobilières, et les individus endettés au titre d'achats fonciers ou immobiliers. Par ailleurs, rapporte Yu Bin, en raison de la chute importante de la demande intérieure, et d'une situation économique internationale fortement dégradée, certaines industries chinoises sont menacées par le spectre de la surproduction.

Face à ces nombreuses difficultés, les dirigeants chinois – notamment Wen Jiabao – ont multiplié les annonces officielles pour rassurer la population, les milieux financiers, industriels, et les investisseurs. Une série de rencontres ont également été organisées entre le Premier ministre et des représentants de toutes les branches de l'économie, pour aider Wen Jiabao à récolter avis et suggestions, et à mettre en place une réponse adaptée, explique Yang Zhongxu.

Le gouvernement chinois est donc dans une situation délicate. Il doit répondre à deux impératifs tout simplement contradictoires : d'une part relancer l'économie et éviter un atterrissage en catastrophe, d'autre part empêcher l'explosion de la bulle immobilière chinoise.

Une double baisse des taux d'intérêt

Face à ce dilemme, nous expliquent les articles de Yang Zhongxu et de You Xi, le gouvernement a déployé une série de mesures macroéconomiques. La plus importante de ces mesures est sans doute la décision du gouvernement d'abaisser en juillet, pour la deuxième fois en l'espace d'un mois, les taux directeurs chinois. Ainsi, les taux à un an sur les dépôts ont été abaissés de 3,25 % à 3,00 % et les taux à un an sur les prêts de 6,31 % à 6,00 %. Ce type de pratique est très rare et témoigne du caractère exceptionnel de la situation. Cette décision, explique Yang Zhongxu, est survenue à la grande surprise des marchés financiers, dont les inquiétudes n'ont pas été pleinement éliminées par cette manœuvre. Comme l'explique You Xi, ce type de mesure a généralement pour but principal de répondre aux carences de financement au niveau micro-économique et d'alléger les dettes pesant au passif des agents économiques – dans ce cas précis : entreprises, gouvernements locaux et emprunteurs individuels. Plus généralement,

le gouvernement espère par ce biais relancer l'activité économique en facilitant l'accès au crédit et en abaissant le coût des liquidités. Ces mesures s'avèrent déjà efficaces puisque de nombreux gouvernements provinciaux ont annoncé des programmes d'investissements pour les prochaines années. Ces investissements pourraient à leur tour nourrir l'activité économique au niveau local.

Cependant, le gouvernement ne souhaitant pas que cette reprise économique s'étende trop directement au secteur de l'immobilier, les dirigeants chinois ont choisi de procéder à une baisse asymétrique des taux d'intérêts. Cela veut dire, nous explique Lin Jinbing, que les taux relatifs aux prêts immobiliers n'ont pas été abaissés. Cela permet de relancer certains secteurs phares de l'économie sans contribuer à une surchauffe du secteur immobilier.

Parallèlement à cette baisse des taux d'intérêts, le gouvernement a affirmé sa volonté de se lancer dans une nouvelle série de projets sociaux. Ceux-ci devraient voir le jour dans les mois à venir puisqu'ils sont qualifiés de nécessité par Wen Jiabao⁶⁶. Le Premier ministre, dans ce même article, explique également que, face à la situation actuelle, les projets d'investissements à venir doivent impérativement être « raisonnables » (合理, *he li*). Il explique que, dans le court terme, ces investissements se concentreront donc sur des projets d'infrastructures : réseaux de transports, énergie, électricité, hygiène, éducation, etc. Le Premier ministre évoque également la poursuite des constructions de logements sociaux : à l'heure actuelle, la construction de 4,6 millions de logements a été lancée depuis janvier 2012, dont 2,6 ont déjà été achevés. Comme l'explique Chen Lu, pour cette série de logements sociaux, l'accent a été mis sur la qualité.

⁶⁶ Cité par You Xi.

Enfin, Wen s'est engagé à ce que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour contenir le marché immobilier. Pour cela, la régulation du secteur sera améliorée. Par ailleurs, pour empêcher les comportements spéculatifs, certaines mesures concernant l'accès aux prêts immobiliers seront renforcées, notamment l'exigence de différenciation et de qualité des prêts. Mais aussi, le système de taxation afférant au secteur devra être réformé, et un vrai système de politiques publiques spécialisées devra être déployé. L'objectif, conclut Wen, est d'entrer dans une période de retraite progressive des prix de l'immobilier.

Réactions aux mesures prises par Pékin

Ces mesures ont suscité des réactions diverses dans la presse chinoise. Alors que certains saluent l'orientation résolument sociale prise par le gouvernement (You Xi), beaucoup ne cachent pas leurs réserves. Presque tous les auteurs s'accordent à dire que la mesure centrale de baisse des taux directeurs ne peut être que de court terme, et qu'elle ne contribue pas à résoudre certains problèmes plus profonds de l'économie chinoise.

You Xi soutient que si la baisse des taux peut aider à relancer l'économie à court terme, elle peut aussi envoyer des signaux contradictoires à long terme et ainsi biaiser les décisions d'investissements. Par ailleurs, il explique que baisser les taux n'assure en aucun cas la reprise économique : pour que cela se réalise, il faut que les banques jouent le jeu, ce qui n'est pas une mince affaire par les temps qui courent, et dans cette atmosphère de crise de confiance économique. Selon lui, il serait donc plus efficace de baisser le ratio de dépôt réglementaire des banques, ce qui libérerait davantage de liquidités, plus rapidement. Par ailleurs, relancer les investissements est une chose mais, comme le dit Wen⁶⁷, le plus important aujourd'hui est d'assurer la nature

⁶⁷ Cité par Chen Lu.

« raisonnable » des investissements futurs, ce qu'une simple politique de baisse des taux ne peut garantir.

Finalement, You Xi ajoute que le gouvernement ne peut se reposer sur les banques à chaque ralentissement de la croissance chinoise, car ainsi la structure de l'économie ne sera jamais rééquilibrée. L'objectif à long terme reste donc de parvenir à développer la consommation chinoise, pour remplacer les investissements comme moteur de croissance. La Chine doit aspirer à transformer sa structure économique, laquelle n'est plus viable, et à amorcer la transition vers un développement certes plus lent, mais aussi plus qualitatif. Selon You Xi, à court terme, il faudrait privilégier des projets tels que l'irrigation des cultures, la construction de HLM (déjà prévue par le gouvernement), des projets à vocation sociale, de réductions des émissions carbone, d'encouragement des secteurs stratégiques, etc. Dans le moyen terme, il faudrait encourager les investissements dans des projets d'optimisation d'infrastructures, tout en limitant le développement des industries lourdes qui sont surinvesties. À long terme, il faut aussi continuer sur le chemin des réformes : transition vers une économie de marché et allègement du fardeau fiscal qui pèse sur les petites et moyennes entreprises. En général, conclut You Xi, la politique monétaire ne devrait être que subsidiaire et temporaire, et ne peut se substituer à une véritable stratégie économique pour le futur.

Yang Zhongxu rejoint You Xi dans cette distinction entre court et long terme. Selon lui, la Chine ne peut se reposer plus longtemps sur des manipulations économiques (des taux) à court terme. Le gouvernement, selon lui, doit se montrer courageux et entreprendre une réforme plus en profondeur, notamment étant donné la situation internationale dégradée dans le moyen terme. Selon lui il faut que la Chine accepte d'endurer ce processus de

« destruction créatrice » pour arriver à terme à un nouveau modèle économique et de développement. Cette destruction créatrice inclut notamment la réforme du système de monopoles industriels, des ressources humaines et du capital humain, du système de santé, de sécurité sociale, mais aussi du système des prix, des entreprises d'État et du marché de l'immobilier. Il ajoute que ces politiques à court terme pèsent sur l'activité économique en ce qu'elles peuvent causer une distorsion du système de prix et des incitations, menant à une surexploitation des ressources naturelles et à de nombreuses destructions environnementales. Finalement, il note que ces politiques n'ont pas encore porté leurs fruits, puisque dès l'annonce de la baisse des taux, la bourse chinoise a enregistré une baisse notable, et que depuis plusieurs mois, le yuan est lui aussi orienté à la baisse.

En général, tous ces auteurs concluent en appelant de leurs vœux plus de réformes, plus en profondeur, et une mutation vers un système économique soutenable au-dessous de 8 % de croissance annuelle. C'est un défi de taille pour Pékin, et le plus grand défi que le pouvoir doit affronter – plutôt que le marché immobilier – dans les années à venir.



7. Zhou Yongkang et le Comité des affaires politiques et légales : un homme et une institution controversés

HUGO WINCKLER

SOURCES⁶⁸ :

- Qiu Juan, « Le bureau politique du Parti communiste refuse pour la troisième fois de dissoudre le Comité des affaires politiques et légales », *Zhengming*, juin 2012.

- Wu Yang, « Le XVIII^e congrès divisera le Comité des affaires politiques et légales », *Zhengming*, mai 2012.

- Su Renyan, « Zhou Yongkang déclare vouloir faire enterrer vivants deux cents personnes », *Kaifang - Open Magazine*, juin 2012.

- Ge Ai, « Les deux demandes de démission de Zhou Yongkang ont été refusées », *Zhengming*, mai 2012.

Lors du XVIII^e congrès du Parti communiste, prévu pour la fin de l'année, les membres du bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) atteignant l'âge

⁶⁸ Qiu Juan, Wu Yang et Ge Ai sont journalistes à *Zhengmin* et Su Renyan est journaliste à *Kaifang*.

de 68 ans prendront leur retraite. Parmi eux figurent Zhou Yongkang, actuel secrétaire du Comité central des affaires politiques et légales (中国共产党中央政法委员会, *zhongguo gongchandang zhongyang zhengfa weiyuanhui*) ainsi bien sûr que Hu Jintao et Wen Jiabao. Autrement dit, une passation de pouvoir de la plus haute importance interviendra à la fin de l'année, portant aux commandes de la Chine une nouvelle génération de responsables politiques.

La passation de pouvoir à la tête du Comité des affaires politiques et légales, en particulier, est le sujet de nombreux débats et pronostics. Il s'agit d'une administration très particulière dans le paysage politique chinois et son chef, Zhou Yongkang, suscite des réactions fortes au sein de la classe politique et de l'opinion publique. Critiqués mais soutenus, l'institution et son dirigeant sont considérés dans le Parti comme des pis-aller nécessaires dans une Chine en transition. Par sa personnalité, Zhou Yongkang a su faire du Comité un « second centre de pouvoir » (第二个中央, *di er ge zhongyang*)⁶⁹ chapeautant tout le système judiciaire : procureurs, juges et département de la sécurité intérieure. Le Comité, pour mettre en œuvre la politique de maintien de la stabilité (维稳, *weiwen*), n'hésite pas à recourir à la répression et à la détention d'opposants politiques⁷⁰. La réputation de l'institution est aussi liée à la personnalité de son secrétaire, qui a contribué à la développer et à en faire un second centre de pouvoir au sein de l'appareil politique chinois. C'est pourquoi le départ à la retraite de Zhou Yongkang remet en question la continuité de l'institution et de sa politique.

Pour documenter cette passation de pouvoir, notre article se fonde sur plusieurs articles

⁶⁹ Voir le dossier du *China Analysis* n° 38 et en particulier l'article de David Péneau, « De la gestion de la société au maintien de la stabilité », *China Analysis* 38, 2012/2.

⁷⁰ Article de Su Renyan.

de la presse hongkongaise. Relayant des rumeurs plutôt que des informations officielles, ceux-ci sont néanmoins notre seule porte d'accès aux tractations politiques en cours, et notre seul moyen d'information dans le cadre d'un sujet politiquement si sensible. Ces articles en chinois, généralement très critiques envers Zhou Yongkang – considéré comme l'architecte de la répression policière en Chine –, présentent l'état actuel des débats et des spéculations, et nous permettent de mieux saisir l'enjeu des récents développements politiques.

L'institution, la méthode, l'homme

Analyser le Comité des affaires politiques et légales suppose de bien comprendre l'existence de trois éléments, distincts mais entremêlés : l'institution, la méthode et l'homme. D'abord, l'institution : elle traduit le désir d'établir et de maintenir au sein de l'appareil politique chinois un partage du pouvoir politique pour éviter la représentation d'une tendance politique unique. Ensuite, la méthode : le Comité intervient directement dans le règlement des affaires judiciaires aux dépens de l'indépendance des tribunaux. Enfin, l'homme : la personnalité de Zhou Yongkang est de nature à susciter la controverse.

Critiquer un aspect du Comité conduit à en critiquer les autres facettes. Certains auteurs condamnent l'institution quand, en fait, il s'agit de la méthode. Certains abhorrent l'homme, mais s'en prennent au Comité en entier. Dès lors, la relève des personnes ouvre toutes les interrogations. Faut-il tout maintenir en l'état ? Changer, ou tout simplement supprimer l'institution ? Mettre à sa tête un homme moins influent et moins controversé au sein du Parti ? Établir de nouvelles règles ? Toutes ces questions se posent à la veille du XVIII^e Congrès du PCC.

Avant qu'il ne soit démis de toutes ses responsabilités, en mars dernier, Bo Xilai était pressenti, d'après l'article de Su Renyan, pour prendre le relais de Zhou Yongkang, maintenant le Comité des affaires politiques et légales dans la lignée directe de la politique de son actuel secrétaire, et réduisant ainsi les marges de manœuvre de Xi Jinping (习近平), pressenti pour succéder à Hu Jintao à la tête du PCC et du pays. On comprend donc mieux la portée de la disgrâce de Bo Xilai. En effet, celui-ci entraîne avec lui Zhou Yongkang, qui soutenait la faction Bo Xilai. Dès lors, la question de la capacité de ce dernier à nommer un successeur issu de cette faction et capable de faire contrepoids dans l'appareil politique se pose. Parallèlement, la montée en puissance de Xi Jinping pourrait permettre à ce dernier de placer l'un de ses partisans à la tête de l'institution, accentuant la concentration du pouvoir politique entre ses mains.

Une institution remise en question

Le Comité des affaires politiques et légales, depuis son rétablissement⁷¹ en 1990, a été la source de controverses importantes car son statut, qui en fait un organe puissant, est cependant mal défini. Il a été institué par une décision du Bureau politique du Comité central du Parti, et peut en conséquence être supprimé par un acte similaire ; dès lors, l'évolution des tendances au sein du Politbureau est un indicateur crucial de l'avenir du Comité des affaires politiques et légales. Or, justement, les équilibres de pouvoir ont évolué au cours des dernières années. Qiu Juan rapporte les résultats d'un vote⁷², en juin dernier,

⁷¹ Le Comité est institué en 1980, supprimé en 1988 et rétabli deux ans plus tard.

⁷² Une règle intérieure de fonctionnement du bureau politique précise, d'après Qiu Juan, que les modifications importantes des structures du Comité central du Parti communiste doivent recevoir un soutien des deux tiers des membres du bureau politique réunis en session plénière pour prendre

du Bureau politique sur la proposition « Pour la suppression ou l'amendement du Comité des affaires politiques et légales ». Cette dernière n'atteint pas la majorité des deux tiers requise, mais elle obtient, sur 24 votes (Bo Xilai avait déjà été exclu du Politbureau), 11 suffrages en sa faveur, 8 contre, outre 5 abstentions. Un autre vote sur une proposition similaire, en mars, obtient 10 votes favorables, 10 contre, outre un nombre identique d'abstentions.

Les résultats de ces votes sont significatifs quand on les compare aux résultats d'un suffrage sur une motion similaire en 2009 : 6 pour, 14 contre et 5 abstentions.

Les résultats de ce vote demeurent donc serrés. Cependant, la question se pose différemment depuis mars dernier, puisque Bo Xilai est désormais hors-jeu pour la succession de Zhou Yongkang. Ainsi, le successeur de Zhou Yongkang pourra reprendre l'institution en lui insufflant un esprit nouveau, par exemple un rôle moins intrusif dans le système judiciaire. De ce fait, le Comité des affaires politiques et légales pourrait demeurer un outil de partage du pouvoir politique sans pour autant prêter le flanc à une critique aussi intense que sous Zhou : il s'agirait d'un changement de l'homme et de la méthode mais non de l'institution. Par exemple, Qiu Juan rapporte que Meng Jianzhu, Ministre de la Sécurité Publique, bien que hiérarchiquement subordonné à Zhou Yongkang, se prononce fermement pour une réforme de l'institution – et non sa suppression – et pour une modification de son statut et de sa méthode d'action.

effet. La procédure d'expression du soutien n'est pas précisée.

L'auteur précise que les voix qui se sont exprimées, lors du dernier vote du Bureau politique, pour la suppression ou la réforme du Comité des affaires politiques et légales, appartiennent à ceux qui devraient devenir, lors du XVIII^e congrès, les futurs dirigeants de la Chine : Xi Jinping, Li Keqiang et autres. Les actuels responsables, Hu Jintao et Wen Jiabao, se sont abstenus.

Trois positions concernant l'avenir du Comité

« Analyser le Comité des affaires politiques et légales suppose de bien comprendre l'existence de trois éléments, distincts mais entremêlés : l'institution, la méthode et l'homme. »

Finalement, trois positions demeurent concernant l'avenir du Comité. La première est pragmatique et personnifiée par Hu Jintao. Celui-ci, cité par Qiu Juan, invoque la nécessité de se montrer réaliste face aux risques d'instabilité politique et sociale présentés par la période actuelle de réforme, tout en soulignant l'importance de développer un système juridique indépendant. La période actuelle de changements sociaux engendre des conflits

au sein de la société que le Comité peut réguler. Il est donc un pis-aller nécessaire qu'il faut accepter, mais sans le soutenir, comme le montre le choix de l'abstention. En outre, le Comité permet d'établir un « partage du pouvoir » (分权, *fenquan*) au sein de l'appareil politique.

La deuxième position émane des membres du Comité, qui considèrent que leur institution est la seule capable de guider les organes du système judiciaire⁷³, permettant ainsi la réalisation du principe de la direction de l'État par le PCC. L'auteur cite un représentant

⁷³ Comprenant le département de la justice, le ministère public, le département de la sécurité publique.

du Comité, qui déclare que la plus grande difficulté de la réforme est le « gouvernement des hommes » (人治, *renzhi*), et que le Comité œuvre à la création d'un État de droit socialiste (建设社会主义法治国家, *jianshe shehui zhuyi fazhi guojia*). Ces affirmations sont relativement peu claires et relèvent surtout du discours idéologique. Toutefois, l'idée sous-jacente est que l'action du Comité est indispensable pour assurer la primauté du PCC sur le système judiciaire face à une population qu'il est de plus en plus difficile de contrôler.

Enfin, la troisième position, plus critique, est soutenue par Xi Jinping et ses partisans. Elle prend principalement sa source dans le principe de l'unité du Parti et du bureau politique, qui ne peut pas être divisé en comités autonomes au processus décisionnel mal déterminé. Cela serait une entrave au principe du consensus comme mode de décision. En outre, l'intervention directe du Comité dans la résolution des affaires légales et la primauté du politique sur le juridique sont décriées, ainsi que les contradictions qui émergent entre le policier, le procureur et le juge, placés indifféremment sous la même autorité, quand ils devraient être indépendants les uns des autres pour mener à bien leurs fonctions.

Une méthode trop intrusive

Les méthodes de Zhou Yongkang, tout particulièrement, sont l'objet de nombreuses controverses ; celui-ci a fait du Comité des affaires légales et politiques une autorité de décision intervenant directement dans la résolution des affaires judiciaires importantes, au détriment des tribunaux, comme le rapporte l'ensemble des articles. Cet interventionnisme se retrouve dans l'affaire récente de Chen Guangcheng⁷⁴. Su Renyan, pour

⁷⁴ Chen Guangcheng est un avocat chinois aveugle, qui été assigné à domicile, et a réussi à se réfugier dans l'ambassade des États-Unis, avant d'obtenir le

Zhengming, rapporte que Zhou Yongkang s'est rendu en personne dans la localité de Linyi où était emprisonné l'avocat aveugle et, lors d'une réunion avec les dirigeants locaux, a validé la mesure de détention. Il a pris une part active dans l'emprisonnement de Chen et dans la résolution de cette affaire, liant ainsi le scandale à sa personne et à l'institution qu'il incarne.

En outre, Qiu Juan rapporte que des membres de la Cour suprême – des juges et des juristes – estiment que le Comité est aujourd'hui une entrave à l'indépendance des tribunaux. Wu Tai évoque, lui, une demande populaire croissante pour la suppression du Comité. Les articles, dans leur ensemble, condamnent une « mafiaïsation »⁷⁵ de la politique de stabilité.

Selon Wu Tai, le changement des tendances au sein du Bureau politique du Comité central du PCC devrait conduire au remplacement du Comité par un « Département général de gestion de la société » (社会综合管理部, *shehui zonghe guanli bu*). On passerait ainsi d'un « Comité » (委员会, *weiyuanhui*), excroissance du bureau politique, à un « Département » (部, *bu*) soumis à l'autorité de ce dernier.

L'homme et son bilan (une passation déjà amorcée ?)

Selon Wu Yang, le pouvoir au sein du Comité serait déjà passé aux mains de Meng Jianzhu. Zhou Yongkang aurait, en outre, perdu sa capacité d'influence au prochain Congrès. Autrement dit, il se pourrait qu'il ne soit pas en mesure de choisir son successeur. L'influence potentielle de Zhou Yongkang apparaît d'autant plus limitée que Meng Jianzhu⁷⁶, sous-

droit d'immigrer dans ce pays.

⁷⁵ Voir Jérôme Doyon, « Les autorités locales recourent au secteur privé pour le maintien de la stabilité », *China Analysis*, n° 38, 2012/2.

⁷⁶ Article de Qiu Juan.

secrétaire du Comité des affaires politiques et légales, chef du département de la sécurité publique et candidat à la succession de Zhou Yongkang, se déclare pour une réforme de l'institution.

Ge Ai explique que Zhou Yongkang aurait récemment présenté au Comité permanent du Bureau politique deux demandes de démission, dans lesquelles il invoque un climat politique délétère qui l'empêcherait de mener à bien sa mission. Ces demandes de démission relèvent, selon le journaliste, d'une stratégie de la part de Zhou Yongkang, par laquelle celui-ci met en avant son bilan et condamne l'atmosphère régnant au sein des plus hautes instances du Parti. Il utilise ces lettres comme un moyen de dresser un bilan positif de la lutte contre la corruption dans la ville de Chongqing, dont le secrétaire était Bo Xilai jusqu'en mars dernier, et souligne que la chute de ce dernier n'ôte rien à l'efficacité de la lutte contre le crime organisé. Il se montre critique envers une politique qui consisterait à soutenir le développement économique au mépris de la stabilité, avec un laisser-faire trop important. Ces lettres de démission sont une affirmation de sa ligne politique, ce qui explique leur divulgation à la presse hongkongaise. Ainsi, il réaffirme sa conception politique et se réaménage une place dans l'appareil décisionnel chinois. Ses différentes apparitions récentes montrent qu'il maintient son statut au sein du Parti. Ge Ai conclut en se demandant si Zhou Yongkang n'a pas reculé pour mieux avancer.



8. Les *chengguan*, une administration urbaine entre police et public

EMMANUEL CARON

SOURCES⁷⁷ :

- Tang Xiaotian⁷⁸, « Le renforcement et le renouveau du contrôle social vu à l'aune de la réforme des *chengguan* », *Shanghai zhengzhi xueyuan xuebao*, n° 2, 2012, p. 29-35.
- Lü Xing⁷⁹, « Discussion sur les raisons de la violence des *chengguan* », *Lilun yanjiu*, n° 2, 2011, p. 21-23.
- Jiang Jinfeng⁸⁰, « Conflit entre droit à la vie et gestion de la ville – Exemple des vendeurs

⁷⁷ Cet article utilise, en plus des sources chinoises citées, quelques éléments d'un mémoire de Master : Emmanuel Caron, *Le contrôle social au niveau local : le cas des chengguan et des vendeurs de rue à Pékin*, Sciences Po Paris, master de recherche en politique comparée, 2010.

⁷⁸ Tang Xiaotian est directeur de l'institut de recherche sur la justice à l'institut d'études politiques de Shanghai.

⁷⁹ Lü Xing est professeur assistant au département de droit constitutionnel et administratif de l'université normale de Daqing.

⁸⁰ Jiang Jinfeng est chercheuse à l'institut de droit constitutionnel et administratif de l'université de Yangzhou.

de rue et des *chengguan* », *Xinzheng yufa*, n° 12, 2011, p. 31-34.

– Zhang Guangjun⁸¹, « L'influence sur les *chengguan* de la «loi sur la coercition administrative» », *Chengshi guanli yu keji*, n° 1, 2012, p. 48-49.

– Wang Hongfen, Li Zheng⁸², « Autorité et difficulté des *chengguan* », *Xinzheng yufa*, n° 4, 2012, p. 24-27.

Les *chengguan* (城管)⁸³ sont régulièrement les acteurs de confrontations violentes avec la population qu'ils ont la charge de contrôler. Leurs responsabilités les placent en effet au centre des tensions de la société chinoise actuelle, parmi lesquelles les expulsions des habitants des logements illégaux et la régulation des vendeurs de rue. Ce dernier point peut paraître anecdotique au regard de l'importance des conflits que suscite la question du logement. Néanmoins, le contrôle des vendeurs de rue ayant lieu dans l'espace public, les abus de pouvoir des *chengguan* ont donné lieu à des scènes d'émeute dans plusieurs grandes villes, y compris à Pékin. Les dirigeants chinois savent à quel point ce genre d'événement peut être crucial pour un régime : après tout, Tan Xiaotian nous rappelle que la révolution tunisienne de 2011 a débuté par le passage à tabac d'un vendeur de rue. Le rôle des *chengguan* a beau être considéré comme capital pour la création d'une ville « moderne », leur action mène à une exacerbation de conflits sociaux, et vient se heurter au concept de « société harmonieuse » (和谐社会, *hexie shehui*) développé sous la présidence de Hu Jintao. La nécessité de ménager la stabilité sociale a conduit à une

série de réformes de cette administration, cherchant à limiter les conflits engendrés par les *chengguan*.

Retour sur la création des *chengguan*

La création des *chengguan* découle de la volonté, au niveau central, de confier à une seule administration le « pouvoir de sanction administrative » (行政处罚权, *xingzheng chufaquan*) de plusieurs administrations. La concentration de ces pouvoirs aux mains des *chengguan* est rendue possible par la loi de 1996 sur les pouvoirs administratifs de sanction (中华人民共和国处罚法, *zhonghua renmin gongheguo chufa fa*) et les premiers bureaux de *chengguan* sont fondés l'année suivante, avant d'être généralisés à l'ensemble du pays en 2002 par décision du Conseil des affaires de l'État⁸⁴. Cette extension progressive explique que les responsabilités concrètes des *chengguan* aient été décidées au cas par cas par les municipalités et puissent différer d'un lieu à l'autre. Le premier objectif de ce regroupement administratif était l'élimination des « contrôles redondants » (多头执法, *duotou zhifa*) et des lacunes légales résultant de l'imperfection des délimitations des responsabilités entre les administrations existantes. Cette réforme se justifiait notamment par des économies de fonctionnement et des gains d'efficacité. Par ailleurs, cette réforme permettait aux administrations préexistantes de ne plus être juge et partie, en isolant les tâches de « gestion » (管理, *guanli*) – comme le pouvoir de délivrer des permis – des tâches de « mise en application de la loi » (执法, *zhifa*). Le nom de *chengguan* peut donc prêter à confusion puisque leur rôle est la mise en application

⁸¹ Zhang Guangjun est membre des *chengguan* du district de Chaoyang, à Pékin.

⁸² Wang Hongfen et Li Zheng sont professeurs assistants à l'institut de police du Sichuan.

⁸³ *Chengguan* est une contraction de *chengshi guanli* (城市管理) soit, mot à mot, « gestion urbaine ».

⁸⁴ Décision du Conseil des affaires de l'État sur le travail d'extension de la concentration relative du pouvoir administratif de sanction (国务院关于进一步推进相对集中行政处罚权工作的决定, *Guowuyuan guanyu jinyibu tuijin xiangdui jizhong xingzheng chufa quan gongzuo de jue ding*), 2002.

directe, dans l'espace public, des lois locales et nationales, ainsi que des règlements municipaux. Les *chengguan* se distinguent toutefois clairement de la police au sens où ils n'ont pas le droit d'user de la violence, ni d'arrêter les contrevenants⁸⁵.

Responsabilités et débordements

Les responsabilités des *chengguan* ont par ailleurs été graduellement élargies depuis 2002 en un ensemble hétéroclite de compétences qui ont pour trait commun la lutte contre les comportements considérés comme « non civilisés » (不文明行为, *bu wenming xingwei*), qui ont un impact négatif sur l'« apparence de la ville » (市容市貌, *shirong shimao*). On trouve parmi ces comportements : la pollution de l'eau et de l'air – à la fois par des particuliers et des entreprises –, l'affichage illégal, la vente dans la rue ou encore la construction de bâtiments illégaux. Le rôle social rempli par les *chengguan*, tel que ceux-ci le présentent, est de « transformer l'apparence de la ville » (改变市容, *gaibian shirong*) pour la rendre plus « moderne ». De par les responsabilités des *chengguan*, les relations entre les *chengguan* et leurs administrés sont par nature conflictuelles. Ainsi, la résistance des contrevenants lors de contrôles entraîne parfois un recours à la violence. Ces « contrôles violents » (暴力执法, *baoli zhifa*) sont d'autant moins bien perçus qu'ils sont illégaux et jugés disproportionnés au regard des infractions commises. Les normes mêmes que les *chengguan* sont chargés de faire respecter sont remises en cause par le public, voire par les médias. C'est le cas par

exemple pour les vendeurs de rue qui sont présentés comme un « groupe défavorisé » (弱势群体, *ruoshi qunti*) que l'on cherche à priver de son moyen de subsistance⁸⁶. Les *chengguan* sont durablement associés à une image de violence illégitime, et leurs contrôles sont considérés, par un retournement de situation, comme des « contrôles non civilisés » (不文明执法, *bu wenming zhifa*), nuisant à l'image de la ville. Il en découle que les *chengguan* sont extrêmement impopulaires. Un sondage réalisé en 2009 à Pékin montre ainsi que plus de 84 % des personnes interrogées estiment que les *chengguan* n'ont aucune influence positive sur leur vie⁸⁷.

Réaction des *chengguan* face à leur manque de popularité

Bien conscients de leur déficit d'image, les *chengguan* ont cherché à mettre la population de leur côté de nombreuses façons. Ils ont par exemple développé des sites internet très fournis en articles illustrés et en reportages vidéo, dépeignant des contrôles se déroulant sans violences. Des campagnes publicitaires sont régulièrement lancées pour promouvoir les slogans des *chengguan*, axés sur l'ordre, la propreté et la civilité. À Pékin, ces campagnes visent également à faire connaître le « numéro vert » mis en place par les *chengguan*, et dont l'objectif est de dénoncer les comportements illégaux. Cette offensive de communication passe aussi par des moyens plus traditionnels, comme les séances d'« éducation » (教育, *jiayou*), que les *chengguan* dispensent

⁸⁵ Leurs pouvoirs restent pour autant très larges, la loi de 1996 sur les pouvoirs administratifs de sanction leur permet ainsi d'imposer des amendes et des confiscations, d'ordonner la cessation de production ou de vente, de suspendre ou d'annuler les permis d'exploitation, ainsi que d'autres mesures déterminées par la loi ou les règlements administratifs, comme la suspension de l'approvisionnement en eau courante et en électricité des bâtiments illégaux.

⁸⁶ Jiang Jinfeng, « Conflit entre droit à la vie et gestion de la ville – Exemple des vendeurs de rue et des *chengguan* », *Xinzheng yufa*, n° 12, 2011, p. 31-34.

⁸⁷ Chui Yi, « Reflexion sur la situation actuelle des équipes de *chengguan* et sur leur développement organisationnel », *site internet des chengguan de Pékin*, p. 3, <http://www.bjcg.gov.cn/cgxw/dybg/dybf/P020090604580231118507.pdf> (consulté le 11 février 2010).

directement dans les résidences (社区, *shequ*) à travers les comités de résidents (居委会, *juweihui*). Ces séances sont l'occasion d'informer la population sur les lois en vigueur, et d'en expliquer le bien-fondé. Il s'agit aussi de décrédibiliser certains contrevenants, comme les vendeurs de rue, en insistant par exemple sur les risques que comporte la consommation de produits qui ne bénéficient pas d'une autorisation du bureau de l'hygiène (卫生许可, *weisheng xuke*)⁸⁸. Malgré ces efforts, l'impopularité des *chengguan* reste manifeste. En effet, la violence de leurs contrôles, à l'origine de leur impopularité, demeure, et appelle à des réformes plus profondes.

Deux courants pour la réforme des *chengguan*

Sur ce point, deux tendances s'opposent – telles que présentées par les médias – : celle des « colombes » (鸽派, *gepai*) et celle des « faucons » (鹰派, *yingpai*).

Pour les « faucons », la violence des *chengguan* est le produit du manque d'encadrement légal des contrôles, qui rend ceux-ci arbitraires. Il faudrait donc rendre les contrôles plus justes en précisant la réglementation qui les encadre. Par ailleurs, les *chengguan* manquent de certains pouvoirs – notamment le recours à la force, comme les policiers – pour lutter efficacement contre la « résistance violente à la loi » (暴力抗法, *baoli kangfa*). Les « faucons » proposent donc d'intégrer des policiers aux équipes de *chengguan*, voire de donner à ces derniers plus de pouvoirs. Par ailleurs, les textes que les *chengguan* font appliquer sont souvent contradictoires, et nécessitent certaines clarifications. Ces clarifications

devraient intervenir dans le cadre d'une loi nationale, pour accroître la légitimité des *chengguan*. On le voit donc, les « faucons » appuient leur réflexion sur la nécessité de développer un « état de droit » (法治, *fazhi*), ce qui passe nécessairement par des lois plus claires, applicables à tous, et que les représentants de l'État ont le moyen de faire appliquer.

Les « colombes », au contraire, estiment que le recours de manière indiscriminée aux amendes et aux confiscations est contreproductif, étant donné la population ciblée – des groupes défavorisés. Il serait au contraire bénéfique d'établir une distinction entre différentes populations afin d'arriver à un contrôle plus juste et « plus humain » (人性化, *renxinghua*). Il faudrait d'abord chercher à convaincre les populations contrôlées de l'impact négatif de leur comportement, et n'avoir recours aux amendes que dans un second temps. Des équipes mixtes, organisées autour du responsable du « bureau de rue » (街道, *jiedao*), et composées de membres des principales organisations dont les *chengguan* ont hérité du pouvoir de sanction, pourraient être formées pour légaliser certaines situations comme les marchés informels. Cette réflexion se fonde sur l'idée que « l'humain est le plus important » (以人为本, *yirenweiben*) et qu'il faut promouvoir la justice sociale pour aboutir à un contrôle efficace.

Réformes locales

Ces deux tendances s'opposent donc et, depuis plusieurs années, on observe un phénomène de balancier entre ces deux écoles de pensée, à la fois au niveau des pratiques et des réformes structurelles qui sont menées. Différents modèles sont testés localement, ce qui accentue les particularismes locaux. Les pratiques ont été pendant un temps très influencées par la volonté d'humaniser le contrôle, conduisant plusieurs villes à

⁸⁸ À noter que cet argument peut être considéré comme instrumental au sens où les vendeurs de rue sont maintenus dans l'illégalité. Ne pouvant obtenir de licence d'exploitation, ils ne peuvent pas se soumettre à des contrôles d'hygiène.

imaginer des dispositifs comme celui des « mamans *chengguan* » (妈妈城管, *mama chengguan*) à Chengdu – des femmes d'âge mûr, supposées plus aptes à convaincre les contrevenants d'abandonner leurs pratiques illégales. Cependant, beaucoup de ces projets n'ont pas eu l'effet escompté. L'humanisation des contrôles a surtout pris la forme d'une différenciation du contrôle entre divers lieux de la ville. Les quartiers les plus « modernes » qui, par leur importance, requièrent le plus l'intervention des *chengguan*, font l'objet de contrôles accrus tandis que, dans les autres quartiers, certaines infractions sont tolérées.

Des deux réformes structurelles proposées, il semblerait que ce soit à l'heure actuelle la vision des faucons qui ait le plus d'influence. Ceci est patent à Pékin où, en 2010, les équipes de *chengguan* ont été placées sous la direction de la police. Il s'agit cependant de tests locaux qui, pour l'instant, n'augurent pas de réformes nationales.

Dans l'attente de réformes nationales

Bien que les thèses des faucons semblent prendre le dessus, elles ne sont pour autant pas appliquées dans leur intégralité. Ainsi, il n'y a toujours pas de loi nationale propre à l'administration des *chengguan*, et ceux-ci continuent donc de s'appuyer sur un corpus hétérogène de normes mêlant lois nationales et règlements propres à chaque municipalité. Une loi nationale sur les pouvoirs coercitifs de l'administration (中华人民共和国行政强制法, *Zhonghua renmin gongheguo xingzheng qiangzhi fa*), entrée en vigueur au début de l'année 2012, met précisément en lumière la faiblesse de certaines normes sur lesquelles s'appuient les *chengguan*. Cette loi interdit

ainsi l'usage de la coercition en dehors des textes de loi et des mandats des cours de justice, ce qui exclut la coercition s'appuyant sur les règlements municipaux. Ce texte, visant à développer l'état de droit, a pour objectif de limiter les pouvoirs des administrations et a pour conséquence d'affaiblir les *chengguan*. Certaines des mesures prescrites par cette loi sont également inspirées par la volonté d'humaniser les contrôles des *chengguan*. Par exemple, elle interdit de suspendre les approvisionnements en eau et électricité des personnes à expulser.

Ce texte de loi n'est finalement qu'une oscillation parmi d'autres entre les thèses des « faucons » et celles des « colombes ». Près de quinze années après la formation de cette administration, dans le but de concentrer

les pouvoirs administratifs de sanctions de différentes agences gouvernementales, le rôle des *chengguan* n'est toujours pas clairement encadré et leurs pratiques sont toujours aussi controversées. De par le caractère socialement sensible de plusieurs de leurs responsabilités, les *chengguan* sont spécifiques. Toutefois, si on en croit Michael Lipsky, l'oscillation entre les deux extrêmes que sont la volonté d'une application stricte et juste de la loi par rapport à une application souple et humaine, est inhérente à ce type d'administration qu'il qualifie de « street-level bureaucracy » – à savoir des agents de l'État directement en contact avec leurs administrés⁸⁹. Il s'agit de trouver un équilibre entre « compassion et flexibilité d'un côté et impartialité et application rigide des règles de l'autre »⁹⁰,

⁸⁹ Michael Lipsky, *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, Russell Sage Foundation, 1980, p. 23.

⁹⁰ *Ibid.* p. 16.

« Il s'agit de trouver un équilibre entre "compassion et flexibilité d'un côté et impartialité et application rigide des règles de l'autre". »

équilibre d'autant plus difficile à établir que l'administration en question est impopulaire et les normes qu'elle défend, contestées.



9. Une nouvelle cohorte de cadres provinciaux : mieux formée et moins axée sur la sécurité ?

JÉRÔME DOYON

SOURCES :

- Chen Baocheng⁹¹, « La situation générale du renouvellement des équipes », *Xin shiji*, 24 juillet 2012.
- Dan Xuegang⁹², « Nouvelle atmosphère pour le renouvellement des équipes », *Zhongguo gaige*, août 2012.

La nomination de l'équipe dirigeante de la municipalité de Pékin, le 3 juillet 2012, clôt la période de renouvellement des membres des comités permanents du Parti communiste chinois (PCC) au niveau provincial. Après les autres échelons locaux (villages, comtés et villes), le renouvellement des équipes provinciales – de même que celles des régions autonomes et des municipalités directement sous le contrôle du gouvernement central, qui ont un niveau administratif équivalent – est

⁹¹ Chen Baocheng est journaliste à *Xin shiji*.

⁹² Dan Xuegang est éditeur adjoint de la rubrique « opinion publique sur internet » (网络舆情, *wangluo yuqing*) du site internet du *Quotidien du peuple*, *Renminwang*.

donc la dernière étape avant le XVIII^e Congrès du PCC, attendu pour la fin de l'année, et le renouvellement des cadres au niveau national. Le comité permanent du Parti au niveau provincial constitue l'équipe de cadres du Parti de rang hiérarchique le plus élevé de la province, un échelon capital de gouvernance, donc, puisqu'il s'agit de territoires vastes et très peuplés, mais aussi parce qu'il est à la jonction entre le pouvoir central et les localités. Cette équipe est généralement constituée du secrétaire du comité du Parti de la province, d'un premier vice-secrétaire – qui a en parallèle un poste dans le gouvernement provincial –, et d'un second vice-secrétaire – qui, lui, travaille à plein temps pour le comité du Parti –, du secrétaire de la commission provinciale de contrôle de la discipline, du directeur du département de l'organisation du comité du PCC, du secrétaire du comité provincial des affaires politiques et légales, des gouverneurs adjoints, représentant le gouvernement provincial, du directeur du département de la propagande, d'un représentant de l'armée, du secrétaire général du comité du PCC, et de certains secrétaires de comité du Parti de villes et de préfectures importantes de la province. Les équipes récemment formées comptent donc entre douze et quinze membres, selon les provinces, comprenant entre une et cinq nouvelles personnalités (sauf le Xinjiang, dont l'équipe dirigeante avait été renouvelée antérieurement).

Les cadres de ce niveau ont un poids politique important et auront une influence certaine dans les cinq à dix années à venir, en particulier les « numéros un » (一把手, *yibashou*), les secrétaires de comité du Parti provincial.

Les analyses des magazines *Xin shiji* et *Zhongguo gaige* nous permettent de revenir sur les points centraux de l'évolution du système des cadres au niveau local, en se concentrant en particulier sur l'évolution des profils, des modes de sélection et de la mobilité

de ces cadres, et enfin sur la distribution des rôles au sein des comités permanents, ainsi que sur le cumul des postes.

Une cohorte d'hommes mieux formés et venant des régions côtières

D'après les statuts du PCC, la nomination d'un cadre doit être principalement fondée sur ses compétences professionnelles et son intégrité (德才兼备, *decaijianbei*). Toutefois, est aussi valorisée la promotion de jeunes cadres, de même que celle de femmes et de personnes issues de minorités nationales (ces derniers représentent 12 % des membres des comités permanents au niveau provincial). À l'heure actuelle, seuls 9 % des membres des comités permanents de province récemment nommés sont des femmes, soit 2 % de moins qu'en 2009, d'après *Xin shiji*. En 2010, le département du Front uni du comité de travail des organes de l'État du comité central du PCC a développé un travail d'investigation intitulé Recherche sur les règles d'évolution des cadres de sexe féminin dans les organes de l'État central (中央国家机关女干部成长规律研究, *zhongyang guojia tiguan nüganbu chengchang guilü yanjiu*). Ce rapport a mis en lumière le fait que les femmes cadres étaient souvent reléguées à des postes de suppléant et bénéficiaient rarement d'une double casquette. L'étude montre par ailleurs qu'elles sont particulièrement représentées dans des postes qui concernent les ressources humaines : dans les commissions de contrôle de la discipline, ou dans les départements en charge du travail de front uni – donc en lien avec les entités hors Parti, de propagande, ou en lien avec les organisations de masse. Ces femmes cadres sont par contre très peu représentées parmi les « numéros un ». Actuellement, seule Sun Chunlan, au Fujian, est secrétaire du comité du Parti d'une province, et il s'agit seulement de la troisième femme parvenue à un tel poste depuis 1949.

L'âge des cadres est particulièrement mis en avant car il s'agit de l'un des rares critères à pouvoir être quantifié. En termes de changement générationnel, à noter une quasi disparition de la génération des cadres nés dans les années 1940, en faveur de ceux nés dans les années 1950 et 1960. Les cadres nés dans les années 1960 sont particulièrement nombreux au Xinjiang, au Tibet et dans le Guizhou et plus généralement dans les régions moins développées du Nord-Ouest. *Zhongguo gaige* remarque toutefois qu'aucun cadre né dans les années 1970 n'a été nommé, contrairement au précédent grand renouvellement, il y a dix ans, lorsque la génération des années 1960 avait fait son apparition dans les comités permanents, et était même représentée parmi les « numéros un », en particulier par Hu Chunhua et Sun Zhengcai, alors les plus jeunes secrétaires de province du pays. Pour Chen Baocheng, ce relatif renouvellement générationnel est rendu possible par une application plus stricte de la « décision relative à la mise en place d'un système de départ en retraite des cadres âgés » (关于建立老干部退休制度的决定, *guanyu jianli laoganbu tuixiu zhidu de jue ding*) de 1982, selon laquelle la limite d'âge pour les chefs de département au niveau provincial est de 65 ans, et de 60 ans pour leurs adjoints. Ces limites d'âge ne sont toutefois toujours pas respectées dans de nombreuses provinces, notamment à Pékin, au Zhejiang, au Sichuan et au Tibet. Pour Lin Zhe, professeur à l'École centrale du PCC, cité par *Xin shiji*, le rajeunissement des équipes dirigeantes peut permettre à de jeunes cadres de progresser rapidement dans la hiérarchie. Toutefois, cette question de l'âge est toute relative, et peut être utilisée comme une excuse pour exclure une personne présentée comme âgée, alors que d'autres, ayant le même âge, restent en place.

Cette importance accordée à la question de l'âge renforce le fait que la Ligue des jeunes communistes constitue une sorte de réserve,

de « terreau » (摇篮, *yaolan*), de jeunes cadres. Des 402 cadres constituant désormais les comités permanents du niveau provincial, 167 ont auparavant été cadres de la Ligue, soit 41,5 %⁹³. Pour ce qui est des dirigeants de premier rang, parmi les 60 « numéros un », du Parti et du gouvernement, des 31 provinces (au moment de la sortie de l'article de *Xin shiji*, les secrétaires nouvellement nommés du PCC à Pékin et dans le Guizhou n'avaient pas abandonné leur poste de maire et de gouverneur), 35 ont été cadres de la Ligue des jeunes communistes, et huit ont été premiers secrétaires ou secrétaires du comité central de la Ligue des jeunes communistes.

Outre la question générationnelle, il faut noter une meilleure formation des cadres provinciaux. Près d'un quart des membres des comités permanents au niveau provincial sont ainsi docteurs, majoritairement en sciences humaines. Wang Yukai voit ainsi la fin de la période où les ingénieurs étaient au pouvoir.

Quant aux origines régionales, la règle est d'éviter de nommer un cadre dans son lieu d'origine, et donc de faire venir les cadres des quatre coins du pays (五湖四海, *wuhu sihai*). L'objectif de ce recrutement transprovincial est d'éviter au maximum la corruption qu'amène la formation de clientèles, mais aussi celle de ligues locales. Dans les années 2000, de nouvelles réglementations sont venues renforcer ce principe en prenant notamment en compte la province d'origine du conjoint dans les choix d'affectation. Malgré cette volonté d'« éclater » les groupements locaux et de diversifier les origines des cadres, les membres des comités permanents provinciaux sont en majorité originaires des riches régions côtières. Sans tirer véritablement de conclusion, *Xin shiji*

⁹³ Il s'agit ici de cadres qui ont été employés de la Ligue des jeunes communistes, souvent à des postes de direction, et non de « simples » membres, ce qui est bien plus commun.

met en lumière la surreprésentation des cadres originaires du Shandong, 53 sur 402, dont 6 secrétaires du PCC de province et 10 vice-secrétaires.

« Parachutage » des cadres et contrôle du centre

Dan Xuegang revient sur la mobilité territoriale des cadres et leur « parachutage » (空降, *kongjiang*) depuis le centre ou depuis une autre province. Il prend l'exemple de Yu Hongqiu, qui dirigeait initialement le secrétariat de la Fédération nationale des syndicats et fait partie de soixante jeunes cadres qui, en octobre 2010, ont été sélectionnés par le département de l'organisation du comité central pour être envoyés au niveau local. Elle devient alors secrétaire adjoint du comité du PCC de Guiyang, la capitale de la province du Guizhou, pour, quelques mois plus tard, prendre le poste de secrétaire du comité du Parti de la ville de Zunyi, toujours au Guizhou. Elle fait maintenant partie des membres du comité permanent du PC du Guizhou nommés en avril. Ce type de parachutage semble a priori très proche de la pratique du *guazhi* (挂职), selon laquelle un cadre est envoyé au niveau local pour acquérir de l'expérience alors qu'un poste plus élevé lui est plus ou moins réservé. Toutefois, Dan Xuegang insiste sur le fait que les objectifs sont totalement différents : alors que, dans le cas du *guazhi*, l'objectif est, pour le cadre, d'acquérir une expérience locale qui manque à son CV, le parachutage actuel vise à fournir aux localités des cadres avec une expérience nationale et un niveau d'études élevé, pour favoriser le développement économique local. Des transferts peuvent d'ailleurs se faire aussi

dans le sens inverse, comme des échanges de bons procédés entre le centre et les localités : les cadres venus du centre, dotés d'une approche plus « théorique » et ayant une bonne expérience de la situation nationale, se forment ainsi une expérience locale, et les cadres locaux, qui sont imprégnés des réalités du terrain, peuvent développer une vision plus macroscopique des questions nationales.

« Le comité permanent du Parti au niveau provincial constitue un échelon capital de gouvernance parce qu'il est à la jonction entre le pouvoir central et les localités. »

Outre la formation des cadres, ces parachutages permettent un important contrôle du centre sur les comités locaux du Parti. Ces transferts sont en effet particulièrement courants pour ce qui est des postes ayant une forte valeur organisationnelle ou de ressources humaines, comme la direction de la commission de contrôle de la discipline ou du département de l'organisation. Ces transferts vont délibérément à l'encontre d'un choix local, avec comme objectif de renforcer la lutte

contre la corruption d'après Chen Lifeng, un intellectuel shanghaien cité par *Xin shiji*.

Vers une évolution de la mission de maintien de la stabilité et de la propagande?

L'une des questions principales mises en avant par nos sources concerne le cumul de postes et, indirectement, l'importance donnée à certaines positions, en particulier celle de secrétaire du comité des affaires politiques et légales. Depuis 2006, la tendance, à tous les échelons locaux, est de réduire le nombre de vice-secrétaires pour aller vers un modèle de secrétaire unique du comité du PC pour deux vice-secrétaires. Généralement, l'un des vice-secrétaires est en parallèle membre du gouvernement provincial, et le

deuxième est président de la conférence consultative politique locale. Toutefois, d'autres combinaisons existent, et ces cumuls de fonctions posent la question d'une trop grande concentration de pouvoirs dans les mains des vice-secrétaires. Dans sept provinces, les vice-secrétaires récemment nommés ont ainsi la fonction de secrétaire du comité des affaires politiques et légales, ce qui selon Wang Yukai pose la question du manque de professionnalisation du poste de vice-secrétaire, dont la mission est mal définie et devient secondaire face au maintien de la stabilité que doit assurer le comité des affaires politiques et légales.

La mission de maintien de la stabilité gagne ainsi en importance politique et la situation dominante dans les années 1990, où le secrétaire du comité des affaires politiques et légales était aussi le directeur du département provincial de la sécurité publique (ce qui posait problème du point de vue de l'indépendance de la justice, la même personne étant en charge à la fois de la police, du ministère public et des tribunaux), ne se retrouve plus que dans huit provinces. Le poste de secrétaire du comité des affaires politiques et légales fait d'ailleurs partie de ceux où les changements sont les plus nombreux, ce qui pourrait aller dans le sens d'une évolution de la politique de maintien de la stabilité. Ces nouveaux venus sont de moins en moins nombreux à avoir une expérience dans les organes de sécurité, en faveur de ceux venant du monde juridique, qu'ils soient d'anciens présidents du tribunal provincial de haute instance comme au Sichuan ou au Shaanxi, d'anciens directeurs du parquet populaire provincial comme au Shanxi, ou bien d'anciens vice-présidents de la Cour suprême, comme au Xinjiang.

Les changements ont aussi été très nombreux parmi les directeurs des départements provinciaux de la propagande. Ceux-ci sont souvent, en parallèle, soit vice-secrétaires du

comité du Parti de la province, soit secrétaire du PCC dans des villes de la province. Ce poste est ainsi très important et constitue souvent un tremplin pour devenir secrétaire du PCC dans les capitales de provinces, ou encore vice-gouverneur. Malgré l'importance du poste, l'on y trouve un nombre important de jeunes cadres et de femmes, et il n'est pas passé inaperçu que les directeurs des départements de la propagande venant du monde journalistique sont de plus en plus nombreux. En particulier, ceux du Guangdong et de Beijing ont été tous deux vice-directeurs de l'agence de presse étatique Xinhua, et celui de Shanghai a été éditeur adjoint du Quotidien du peuple.

Stagnation de la « démocratie intra-Parti »

Ce grand renouvellement des cadres locaux donne aussi l'occasion à Chen Baocheng de revenir sur l'évolution des modes de sélection. D'après les statuts du PCC, les cadres des comités du Parti sont sélectionnés soit par « choix démocratique » soit par « nomination par l'organe de direction ». Le renouvellement des comités permanents se fait alors par élection au sein des comités du Parti, ce qui pose la question du nombre de candidats par rapport au nombre de postes. La possibilité d'avoir pour ces élections plus de candidats que de postes apparaît en 1982 et, au XIII^e Congrès du PCC, elle devient réglementaire au niveau national, avec un minimum de 20 % de candidats supplémentaires pour les membres du Congrès, et de 5 % pour les membres du comité central du PCC. En 1988 la « mesure provisoire pour mettre en place une élection compétitive des membres des Congrès du Parti des provinces, régions autonomes et municipalités relevant directement du gouvernement central » (关于党的省、自治区、直辖市代表大会实行差额选举的暂行办法, *guanyu dang de shang, zizhiqu, zhixiashi daibiaodahui shixing cha'e xuanju de zanxing*

banfa) rend obligatoire cette pratique au niveau provincial, imposant au moins 20 % de candidats supplémentaires pour les postes de membre des congrès provinciaux, 10 % pour les membres des comités provinciaux du PCC, et un ou deux candidats supplémentaires pour les comités permanents. Cette pratique est élargie aux autres échelons locaux par la « réglementation sur le travail d'élection des équipes du PCC au niveau local » (中国共产党地方组织选举工作条例, *zhongguo gongchandang difang zuzhi xuanju gongzuo tiaoli*) de 1994. Selon Cheng Lifeng, la règle est toutefois loin d'être universellement appliquée.

On comprend donc comment s'organise la passation de pouvoir au niveau provincial. Bien que, sans grandes surprises, relativement discret, et toujours pauvre sur le front de la démocratie intra-partisane, ce changement de leadership au niveau provincial constitue néanmoins un événement important à l'approche du XVIII^e Congrès, car il met sur le devant de la scène des équipes relativement plus jeunes et mieux formées, témoignant ainsi du désir de promouvoir un changement générationnel, et une formation plus longue et plus complète des cadres du PCC. Par ailleurs, la place donnée aux cadres en charge de la politique de maintien de la stabilité donne un aperçu de l'importance future que celle-ci pourrait prendre à l'échelle nationale dans les années à venir.

DÉCALAGE

10. Réformer le concours national : pourquoi est-il si difficile de limiter la discrimination dont pâtissent les enfants des travailleurs migrants ?

GONG CHENG

SOURCES :

- Wu Jie⁹⁴, « La réforme du concours national s'est heurtée à une forte opposition », *Nanfang zhoumo*, 19 mars 2012.

- Shu Taifeng, Ling Xi, Gao Shengke⁹⁵, « La mise en place limitée de la réforme du concours national », *Caijing*, 29 juillet 2012.

- Liu Xiangang⁹⁶, « Cancer institutionnel, conflits d'intérêts et égalité d'éducation », *Minzhu yu fazhi*, 27 août 2012.

Tout comme le baccalauréat en France, le concours national (高考, *gaokao*), examen donnant accès à l'éducation supérieure, est un événement annuel très important en Chine. Ce concours⁹⁷, organisé chaque année au mois de

⁹⁴ Wu Jie est journaliste à *Nanfang zhoumo*.

⁹⁵ Shu Taifeng, Ling Xi et Gao Shengke sont journalistes à *Caijing*.

⁹⁶ Diplômé de l'université de sciences politiques et de droit de Chine (中国政法大学, *Zhongguo zhengfa daxue*), Liu est actuellement chercheur à l'institut de la méthodologie du droit de cette université.

⁹⁷ Ce concours comprend trois épreuves communes

juin par le ministère de l'Éducation, permet aux universités chinoises d'admettre des lycéens qualifiés en fonction de leurs performances et de leur classement par rapport aux autres candidats de la même province. Or, l'un des grands problèmes inhérents à ce système de sélection réside dans le fait que les ressources universitaires sont très mal réparties en Chine. Un grand nombre d'universités se concentrent dans un nombre limité de villes ; Pékin et Shanghai notamment, monopolisent les meilleures universités chinoises⁹⁸. De plus, le nombre d'étudiants admis par chaque université est régi par un système de quotas. De ce fait, les étudiants des provinces où les universités sont concentrées (Pékin, Shanghai, province du Guangdong, etc.) sont privilégiés car, en proportion, ils disposent d'un plus grand nombre de places dans ces établissements que leurs camarades venus d'autres provinces. Ces disparités régionales sont à l'origine de nombreux débats concernant le concours national. L'accès à l'éducation supérieure étant considéré comme le principal moyen d'ascension sociale en Chine, rendre cet examen plus équitable, et ne pas discriminer les élèves venant de familles ou de régions défavorisées reste une question urgente et délicate pour le ministère de l'Éducation.

Depuis les deux Congrès⁹⁹ de cette année

– chinois, mathématiques et langue étrangère – et une épreuve propre à la filière qu'a suivie le candidat (scientifique ou littéraire). L'épreuve spéciale de la filière scientifique porte sur la physique, la chimie et la biologie. Celle de la filière littéraire porte sur l'histoire, la géographie et les sciences politiques (philosophie marxiste, économie politique et institutions politiques).

⁹⁸ En l'occurrence l'université de Tsinghua, l'université de Pékin et l'université Fudan.

⁹⁹ « Les deux Congrès » est une abréviation en mandarin pour désigner le congrès annuel de l'Assemblée nationale populaire et celui de la Conférence consultative politique du peuple. Comme l'Assemblée nationale populaire est l'instance

(两会, *lianghui*), une proposition de réforme du concours national est attendue : le ministre de l'Éducation, Yuan Guiren, a promis de produire, « en moins de dix mois », un projet visant à permettre aux enfants de travailleurs migrants de passer le concours national là où ils habitent lors de l'examen, au lieu de les contraindre à retourner dans leur ville d'origine. Une telle proposition paraît simple et naturelle mais, en réalité, elle a rencontré beaucoup d'obstacles et d'oppositions, lesquels l'ont empêchée d'être mise en œuvre jusqu'à aujourd'hui. En effet, le concours national est étroitement lié au système de registre familial (户口, *hukou*). En règle générale, un étudiant en dernière année de lycée ne peut passer le concours national que dans la ville où il est inscrit officiellement auprès de la police, et que son livret de famille indique. Or, compte tenu du nombre croissant de travailleurs qui émigrent dans de grandes villes pour travailler, ce système de concours lié au lieu de résidence d'origine pose de nombreux problèmes, et il doit être réformé. En effet, les enfants de migrants font souvent leurs études dans la ville où leurs parents travaillent, en tant qu'« élèves visiteurs temporaires » (借读生, *jiedusheng*), un statut très discriminant car les « élèves visiteurs temporaires » doivent s'acquitter, outre le droit d'inscription¹⁰⁰ normal, de « frais de visite » (借读费, *jiedufei*) très élevés.

En outre, ils se voient privés du droit de passer le concours national dans la ville où ils font leurs études. En raison des disparités régionales, ces « élèves visiteurs temporaires » se trouvent face à un dilemme : ils n'ont pas le droit de passer le concours dans la ville où ils habitent et étudient ; mais il leur serait préjudiciable de rentrer dans leur province d'origine pour passer le concours, en raison des disparités

législatives du plus haut niveau, les deux Congrès, qui ont lieu au mois de mars, chaque année, constituent un événement politique très important en Chine.

¹⁰⁰ La scolarité obligatoire et gratuite (义务教育, *yiwu jiaoyu*) se termine au collège.

régionales en termes de compétition et de ressources pédagogiques. Les enfants de travailleurs migrants à Pékin et Shanghai sont les plus affectés par ce phénomène car, souvent, la compétition que suscite le concours national est moins intense dans ces grandes villes : les quotas d'admission y sont plus importants pour les élèves dans ces deux villes en raison du nombre très important des universités qui s'y installent. Face à cette situation, une pétition pour défendre le droit de ces enfants de travailleurs migrants a vu le jour sur internet¹⁰¹. À ce jour¹⁰², ce site a déjà récolté 103 697 signatures en faveur des élèves migrants. Selon *Cajjing* et *Nanfang zhoumo*, c'est en partie grâce aux efforts persévérants de ce site et d'autres organismes de la société civile que le ministère de l'Éducation a prêté une attention particulière à la question de la réforme du concours national.

Cependant, malgré la volonté du ministère de réformer le concours national¹⁰³, un plan concret de réforme tarde à avoir le jour. La promesse du ministre Zhu de régler le problème en dix mois n'a pas été tenue. Une seule province, le Shandong, a établi un plan d'action pour promouvoir la réforme de ce concours. Cette réforme autorisera les élèves concernés à passer le concours national dans leur province de résidence à partir de 2014. Ceux-ci n'auront donc plus besoin de justifier

d'un livret de famille du Shandong pour passer l'examen dans cette province. Pour le moment, le ministère de l'Éducation a simplement publié « le XII^e plan quinquennal du développement de la cause de l'éducation nationale » dans lequel il réaffirme sa volonté de trouver un moyen réaliste et pragmatique pour permettre aux élèves migrants de participer au concours national. Mais « la mise en œuvre concrète de ce projet est laissée à la discrétion de chaque

province, compte tenu de ses caractéristiques économiques locales et de ses capacités pédagogiques », cite le journaliste de *Cajjing*.

Pourquoi est-il tellement difficile d'instaurer un système d'examen plus équitable en incluant les enfants des travailleurs migrants ? *Nanfang zhoumo* cite le vice-ministre de l'Éducation, Du Yubo, lequel explique que la principale source d'opposition provient des grandes villes, comme Pékin, Shanghai et Canton. En effet, les travailleurs migrants sont extrêmement nombreux dans ces villes, ce

qui explique pourquoi les habitants locaux s'opposent à ce que les élèves venus d'une autre province bénéficient des ressources pédagogiques, très abondantes, de ces villes.

Selon Zhang Qianfan, de l'université de Pékin, cité dans *Nanfang zhoumo*, l'un des principaux obstacles à la réforme du concours national pourrait provenir des hauts fonctionnaires, qui habitent souvent à Pékin. Certains d'entre eux ont des enfants en âge de passer le concours national. Ainsi, il est dans leur intérêt de retarder la réforme de cette épreuve, afin d'éviter une compétition accrue pour leur propres enfants. Ayant les décideurs publics dans leur camp, les habitants de Pékin, ou

« L'accès à l'éducation supérieure étant considéré comme le principal moyen d'ascension sociale en Chine, rendre cet examen plus équitable reste une question urgente pour le ministère de l'Éducation. »

¹⁰¹ Wo Yao Gao Kao Wang: <http://www.jiaoyugongping.com/portal.php>.

¹⁰² Article écrit le 29 août 2012.

¹⁰³ Le ministre de l'Éducation a commencé à parler de cette réforme en 2010. Il en a reparlé en donnant un calendrier prévisionnel le 3 mars 2012 lors des deux Congrès.

les fonctionnaires habitant dans la capitale, pourraient se contenter d'être « passagers clandestins » pour profiter du monopole des ressources universitaires à Pékin.

Mis à part les intérêts des habitants de Pékin et de Shanghai, le ministère estime aussi que cette réforme risque d'engendrer un afflux d'« immigrés du concours » (高考移民, *gaokao yimin*). Ces derniers pourraient être considérés comme des opportunistes qui cherchent à passer le concours national là où la compétition est moindre et où les quotas des universités restent relativement importants. Cependant, selon l'article de *Caijing*, un tel phénomène pourrait être facilement évité. Par exemple, un certain nombre de conditions, telles que le nombre d'années passées à étudier dans un établissement scolaire de la ville d'accueil, ou le niveau des cotisations sociales des parents acquittées en faveur de la ville où ils habitent, pourraient aider à empêcher qu'un élève puisse passer le concours dans n'importe quelle ville.

Ainsi, il semble que le gouvernement et le ministère de l'Éducation soient prêts à adopter la réforme du concours national en faveur des élèves dont les parents sont travailleurs migrants. Reste à savoir si persistera la pression venant des groupes d'intérêts dans les grandes villes. Dans ce contexte, cette nouvelle réforme commencera très probablement dans des provinces où il n'y pas d'afflux de travailleurs migrants, avant de s'étendre aux grandes villes telles que Pékin et Shanghai. De plus, si les universités ont plus d'autonomie pour ce qui est de l'admission des étudiants, elles pourraient mieux adapter le recrutement aux besoins et aux particularités de chacune des 34 provinces. L'endroit où un candidat passe son concours pourrait à terme ne plus avoir d'importance. Pour atteindre cet objectif, des réformes plus avancées sont nécessaires. Mais pour le moment, l'opinion publique est réticente. Pour

beaucoup, le concours national actuel est un gage d'équité, malgré certains problèmes inhérents. Au moins, ce système d'examen reste suffisamment transparent pour éviter le développement d'un fort niveau de corruption. Permettre aux élèves qui ne font pas leurs études dans la ville où ils sont officiellement inscrits constitue en tout cas un premier pas vers un système de sélection plus équitable et plus juste.

财经, *Caijing*

Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Caijing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

财新网, *Caixinwang*

Site internet du magazine *Xin shiji* (voir ci-dessous), qui propose un contenu original sur l'actualité chinoise.

城市管理与科技, *Chengshi guanli yu keji*

Périodique de synthèse pour les publications nationales et internationales du Centre d'information de la Commission de régulation de l'administration municipale de la ville de Pékin.

东北亚论坛, *Dongbeiya luntan*

Revue périodique du centre de recherche en études nord-est asiatiques de l'université de Jilin, lequel sert de base de recherche importante pour le Ministère chinois de l'éducation.

东方早报, *Dongfang zaobao*

Journal chinois d'information générale, basé au Guangdong, fondé en 2003.

凤凰周刊, *Fenghuang Zhoukan*

Hebdomadaire du groupe hongkongais Phoenix Television, qui entretient des relations cordiales avec le gouvernement de la République populaire.

环球网, *Huanqiuwang*

Portail d'information chinois en ligne et bilingue - chinois et anglais -, lié financièrement au *Quotidien du Peuple* (人民网, *Renminwang*) et à *Global Times* (publication hebdomadaire du *Quotidien du Peuple*).

经济问题探索, *Jingji wenti tansuo*

Publication économique mensuelle de Kunming.

開放, *Kaifang - Open Magazine*

Mensuel hongkongais fondé en 1987 qui se focalise sur les évolutions politiques chinoises, hongkongaises et taïwanaises. Il est très engagé en faveur de la liberté de la presse, l'ouverture politique et la démocratie en Chine.

辽东学院学报, *Liaodong xueyuan xuebao*

Périodique académique et d'enseignement, sponsorisé par l'université du Liaoning oriental.

民主与法制, *Minzhu yu fazhi*

Quotidien généraliste de Shanghai.

南风窗, *Nanfangchuang*

Magazine bihebdomadaire, publié pour la première fois en 1985, et basé à Guangzhou. Il appartient à l'un des plus grands groupes de presse chinois, *Guangzhou Daily*.

南方周末, *Nanfang zhoumo*

Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

世界知识, *Shijie zhishi*

Revue bimensuelle fondée en 1934, elle est considérée comme le fer de lance du débat intellectuel.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

外交季刊, *Waijiao jikan*

Version chinoise de la revue américaine *Foreign Affairs*, publiée par le Council on Foreign Relations, commentant et analysant les événements de politique extérieure et de relations internationales.

外交评论, *Waijiao pinglun*

Mensuel de l'institut de diplomatie (China Foreign affairs university).

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*

Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新世纪, *Xin shiji*

Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Cajijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Cajijing*.

行政与法, *Xinzheng yufa*

Publication mensuelle de l'école du parti communiste de l'université de la province de Jilin, en partenariat avec l'école d'administration publique de cette même université.

中国改革, *Zhongguo gaige - China Reform*

Mensuel du groupe de Presse *Caixin* dirigé par Hu Shuli qui a pour objectif de rendre compte et d'analyser les réformes politiques et économiques en Chine. Il a été fondé en 1986.

中国商界, *Zhongguo shangjie*

Publié pour la première fois en 1995, *Zhongguo shangjie* est un magazine spécialisé sur les questions d'économie chinoise et de commerce international.

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION :

Rédactrice en chef : Agatha Kratz

Auteurs : Martina Bassan, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Antoine Bondaz, Emmanuel Caron, Gong Cheng, Jérôme Doyon, François Godement, Agatha Kratz, David Péneau, Hugo Winckler.

FABRICATION et DÉVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Fabrication : ESAT de l'Élan

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : France 90 € - Reste du monde 96 €

commande par n° (TTC) : France 21 € - Reste du monde 22 €

Version électronique : sur demande / archives (depuis 2005) : www.centreasia.eu

© Asia Centre

71 boulevard Raspail,

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048